

# CONTRAT DE VILLE DE L'AGGLOMÉRATION DE VESOUL



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
SAÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**Vesoul.fr**

## QUARTIER RÊPES-MONTMARIN-GRAND GRÉSIL

**VESOUL 2024 / 2030**



**RÉGION  
BOURGOGNE  
FRANCHE  
COMTE**



**Juin 2024**



# SOMMAIRE

I)	LA POLITIQUE DE LA VILLE A VESOUL .....	<b>3</b>
II)	BILAN SYNTHETIQUE DU CONTRAT DE VILLE 2015- 2020 .....	<b>4</b>
1)	DES ACTIONS MISES EN ŒUVRE .....	<b>4</b>
2)	BILANS ANNUELS DE PROGRAMMATION .....	<b>5</b>
3)	SYNTHESE DU CONTRAT DE VILLE 2015-2020 .....	<b>13</b>
4)	BILAN DU CONSEIL CITOYEN.....	<b>14</b>
5)	L'ABATTEMENT DE TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES DU QPV .....	<b>14</b>
III)	LE PROJET POLITIQUE.....	<b>16</b>
IV)	METHODOLOGIE D'ELABORATION DU CONTRAT DE VILLE 2024-2030 .....	<b>18</b>
V)	LES PROBLEMATIQUES DU QUARTIER SELON LES AXES DU CONTRAT DE VILLE : .....	<b>19</b>
1)	DEFI A : JEUNESSE & PARENTALITE .....	<b>19</b>
2)	DEFI B : TRANSITIONS, URBANISME ET QUALITE DE VIE .....	<b>23</b>
3)	DEFI C : INSERTION ET EMPLOI .....	<b>26</b>
VI)	LES DEFIS THEMATIQUES : .....	<b>29</b>
1)	DEFI A : JEUNESSE & PARENTALITE .....	<b>29</b>
2)	DEFI B : TRANSITIONS, URBANISME ET QUALITE DE VIE .....	<b>41</b>
3)	DEFI C : INSERTION ET EMPLOI .....	<b>49</b>
VII)	LES CONTRIBUTIONS DES PARTENAIRES : .....	<b>58</b>
VIII)	LA GOUVERNANCE & LE PILOTAGE .....	<b>74</b>
1)	UN COMITE DE PILOTAGE (COPIL) .....	<b>74</b>
2)	DES COMITES TECHNIQUES THEMATIQUES (COTECH) .....	<b>75</b>
3)	DES INSTANCES DE PARTICIPATION CITOYENNE .....	<b>75</b>
IX)	LES MOYENS .....	<b>77</b>
1)	DES CONVENTIONS PLURIANNUELLES D'OBJECTIFS (CPO) POUR PERENNISER LES ACTIONS DES STRUCTURES ASSOCIATIVES .....	<b>77</b>
2)	UN APPEL A PROJETS ANNUEL .....	<b>78</b>
3)	LA GESTION URBAINE ET SOCIALE DE PROXIMITE ET L'ABATTEMENT TFPB .....	<b>78</b>
X)	L'EVALUATION .....	<b>79</b>

Vesoul  
agglo



## 1) La politique de la Ville à Vesoul

L'agglomération de Vesoul se compose de 20 communes et compte 32 000 habitants en 2020 dont 14 900 pour la ville-centre. Depuis 1984, la Ville de Vesoul est éligible aux dispositifs contractuels de la Politique de la Ville dont ont bénéficié le quartier Rêpes-Montmarin et, selon les périodes, celui du Grand Grésil qui a réintégré d'ailleurs le périmètre en 2024. Importants à l'échelle de Vesoul, **les 3 quartiers représentent près de 3 000 habitants** soit 20 % de la population vésulienne et donc près de 10 % de celle de l'agglomération.

Ces quartiers sont représentatifs des processus d'aménagement à l'œuvre dans les années 1950 pour les Rêpes (petits immeubles collectifs et pavillons) et 1960-70 pour le Montmarin et le Grand Grésil (tours et barres de grande hauteur). À l'instar de nombreux grands ensembles construits en périphérie, ce vaste secteur a cumulé au fil du temps des difficultés urbanistiques et sociales. Il se situe de surcroît de part et d'autre de la RN 19 qui constitue une vraie barrière physique entre les quartiers des Rêpes-Montmarin et celui du Grand Grésil et par extension vers le centre-ville. **Ces secteurs disposent cependant d'atouts indéniables** comme la présence de plusieurs pôles commerciaux, d'établissements scolaires générant une véritable mixité sociale, de services, d'un riche tissu associatif expliquant **l'attachement de beaucoup d'habitants à leurs quartiers**.

Toutefois, les collectivités locales et les pouvoirs publics se sont toujours mobilisés afin d'améliorer le quotidien et le cadre de vie des habitants. Ainsi, deux processus de rénovation urbaine ont-ils été mis en œuvre à partir de 2006 puis 2022 pour permettre la déconstruction d'immeubles devenus moins attractifs, de réhabiliter de nombreux logements et bientôt de restructurer en profondeur et de manière qualitative les espaces publics et commerciaux centraux du Montmarin.

Cet engagement résolu dans le processus ANRU 2 et la signature d'un Contrat de Ville 2024-2030, à visée opérationnelle et ambitieux, aideront à améliorer la vie quotidienne des 3 000 habitants mais également à changer en profondeur l'aspect et l'image de ces quartiers prioritaires.

### La Communauté d'Agglomération de Vesoul

Source : Limites administratives IGN, 2022



## II) Bilan synthétique du contrat de ville 2015- 2023

La dernière contractualisation 2015-2020 a fait l'objet d'un bilan qui a permis de signer un protocole d'engagement réciproque et renforcé prolongeant le contrat de ville de 2020 à 2023.

Les élus de l'agglomération de Vesoul avaient souhaité élaborer un contrat de ville en deux temps :

- « **Un contrat cadre** » qui préfigurait le contrat de ville et comportait des orientations stratégiques et des actions opérationnelles s'appuyant sur les 3 piliers « cohésion sociale », « cadre de vie et renouvellement urbain » et « développement économique et accès à l'emploi ».

La signature de ce contrat cadre a eu lieu le 3 juillet 2015 en présence de l'Etat représenté par le Sous-Préfet, du Vice-Président du Conseil départemental de la Haute-Saône, du Président de l'agglomération de Vesoul et du Maire de Vesoul, du Vice-Président de la Région Franche-Comté et du Président d'Habitat 70.

- « **Un contrat de ville** » qui développait les actions à mettre en œuvre et les engagements de l'ensemble des acteurs intervenants dans le quartier.

La signature de ce contrat de ville a eu lieu le 1er juillet 2016 et a mobilisé l'ensemble des partenaires qui ont participé à son élaboration, parmi lesquels l'Etat, le département de la Haute-Saône, l'agglomération de Vesoul, la ville de Vesoul, la Région Bourgogne-Franche-Comté, Habitat 70 ainsi que la procureure de la République, l'Education Nationale, la Caisse d'Allocations Familiales, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie, l'Agence Régionale de Santé, la Mission Locale, la Caisse des Dépôts, Pôle Emploi, la Chambre de Commerce et d'Industrie, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat et l'Epide de Belfort.

### 1) Des actions mises en œuvre

Trente-quatre orientations stratégiques issues du contrat de ville 2015-2023 permettaient de répondre aux 3 piliers sur lesquels reposent le contrat de Ville : la cohésion sociale, le cadre de vie et le renouvellement urbain et le développement économique et l'emploi. Trois thématiques transversales très prégnantes, que sont l'égalité entre les femmes et les hommes, la lutte contre les discriminations et la jeunesse y sont également développées.

Les 34 orientations stratégiques se scindent en objectifs opérationnels : ce sont les champs d'interventions prioritaires du Contrat de Ville qui servent de cadre à la mise en œuvre des différentes actions sur la période 2015-2023.



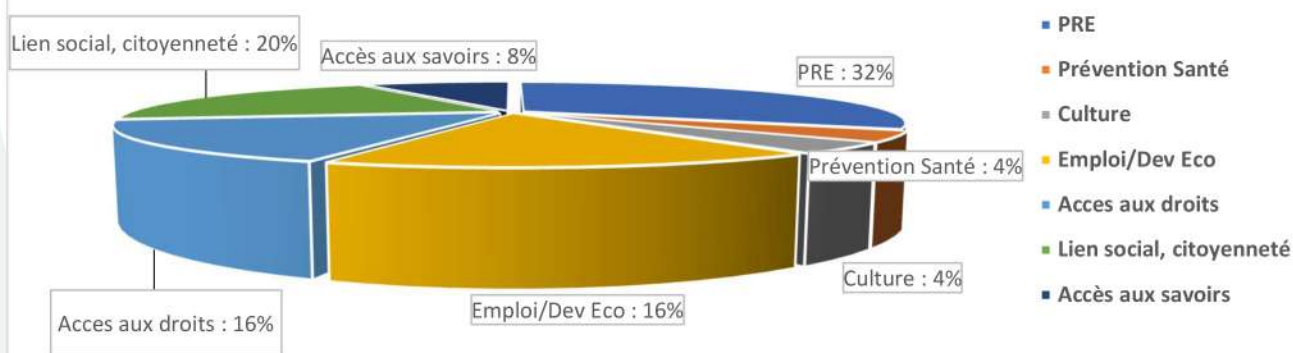
## 2) Bilans annuels de programmation

2015

L'année 2015 a été une année de transition et la programmation des actions soutenues dans le cadre du Contrat de Ville s'est faite en partie sur les bases des Contrats Urbains de Cohésion Sociale et en partie sur les premières observations tirées des groupes de travail qui finalisaient son élaboration.

Au titre de l'année 2015, 28 actions ont été soutenues dont 8 dans le cadre du programme de réussite éducative porté par la ville de Vesoul.

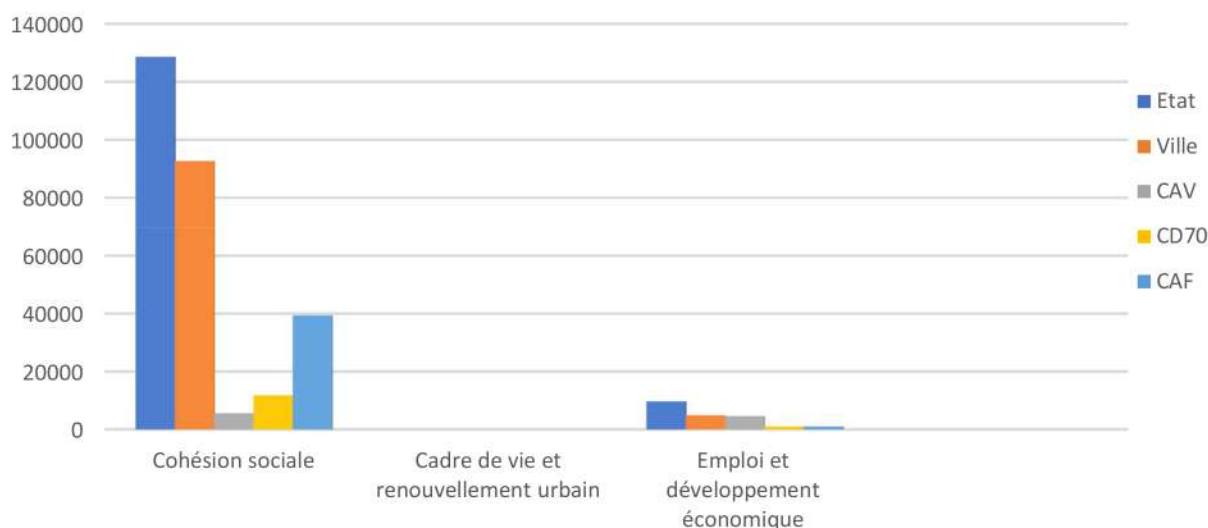
Répartition des projets par Thématique



Au total, la mobilisation des collectivités ou organismes (Ville, CAV, CD70, CAF) et de l'Etat s'est élevée à 299 362 €, répartie de la façon suivante :

- Collectivités et organismes : 161 017 €
- Crédits spécifiques du programme de l'Etat : 138 345 €

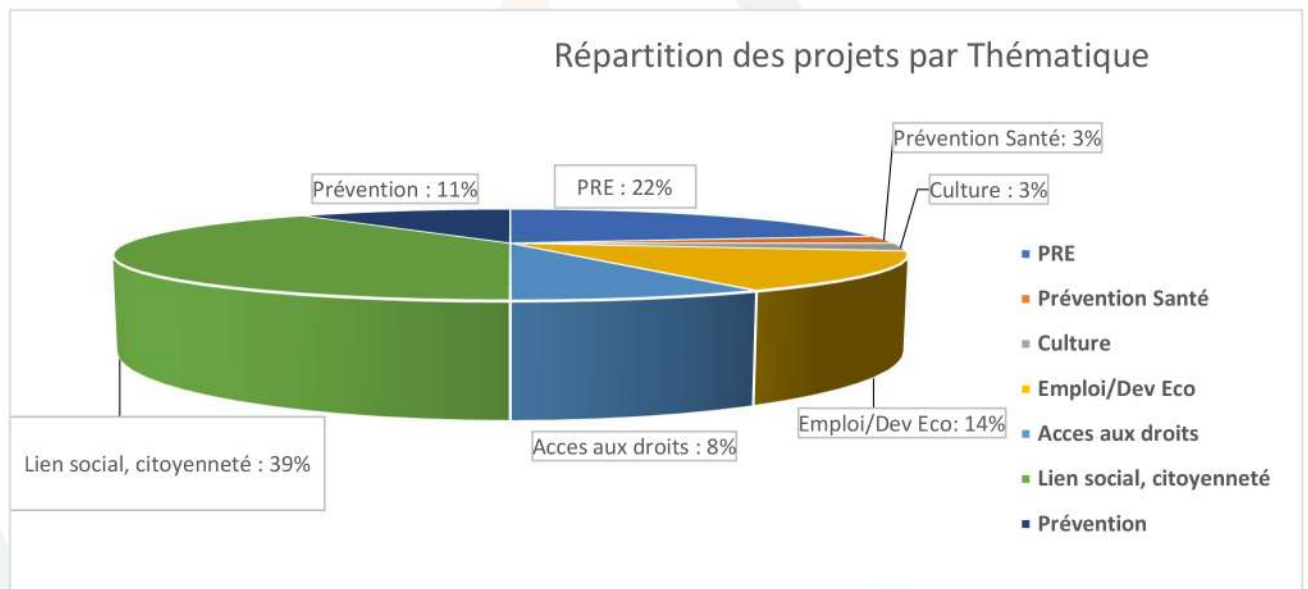
Répartition des crédits 2015 par Pilier



## 2016

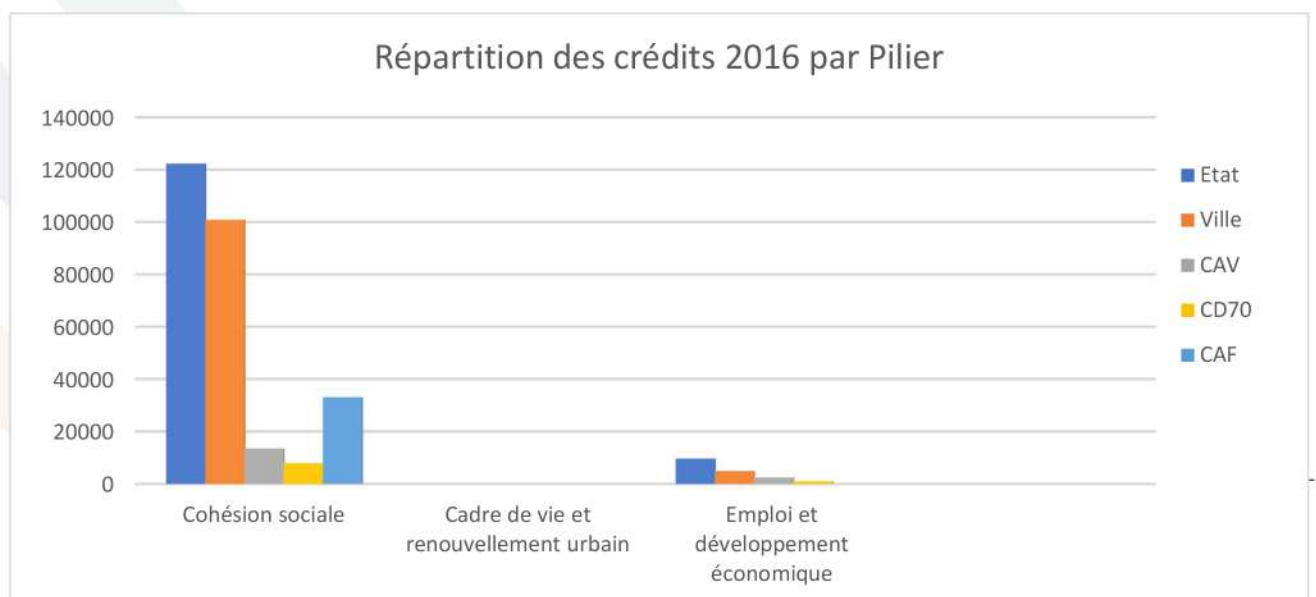
Les actions soutenues en 2016 ont été déposées dans le cadre d'un appel à projet souhaitant accentuer son soutien sur les thématiques qui touchent essentiellement les jeunes et notamment les adolescents.

Au titre de l'année 2016, 34 actions ont été soutenues dont 8 dans le cadre du PRE soit une augmentation de 25% par rapport au nombre de dossiers en 2015.



Au total, la mobilisation des collectivités ou organismes (Ville, CAV, CD70, CAF) et de l'Etat s'est élevée à 295 737 € soit une baisse de 3625 € par rapport à 2015, répartie de la façon suivante :

- Collectivités et organismes : 163 731 €
- Crédits spécifiques du programme (147) de l'Etat : 132 006 €





2017

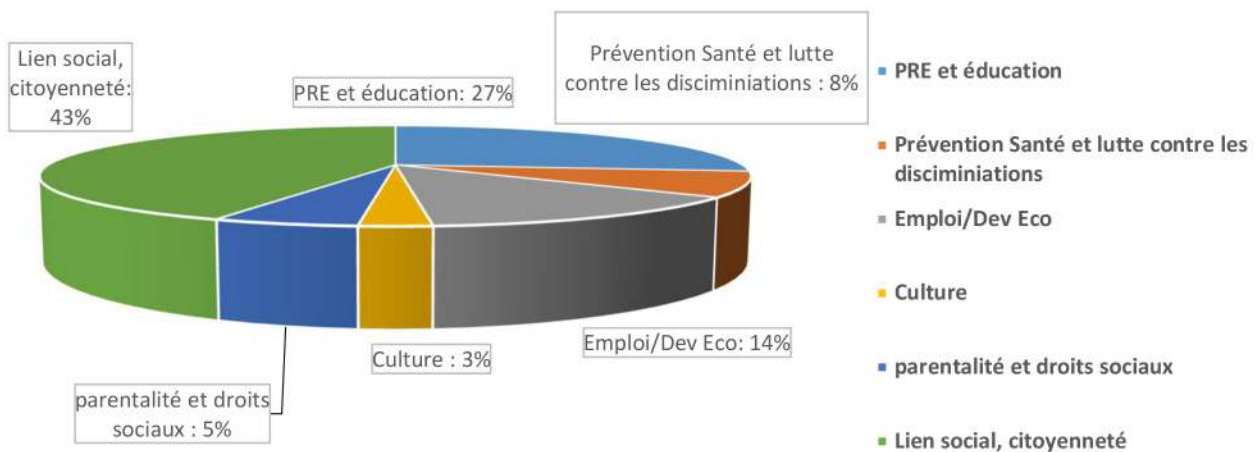
L'appel à projet 2017 a souhaité orienter ses critères d'examen en direction des projets présentant un caractère innovant et/ou structurant pour le territoire. Ce caractère s'apprécie au regard de la réponse apportée aux besoins du quartier, de la qualité de l'association des habitants à l'élaboration ou à l'animation du projet, et de la recherche d'une cohérence avec les actions conduites par les opérateurs du territoire.

**Au titre de l'année 2017, 37 actions ont été soutenues dont 8 dans le cadre du PRE soit une augmentation de 8,8 % par rapport au nombre de dossiers en 2016 et 32% par rapport à 2015.**

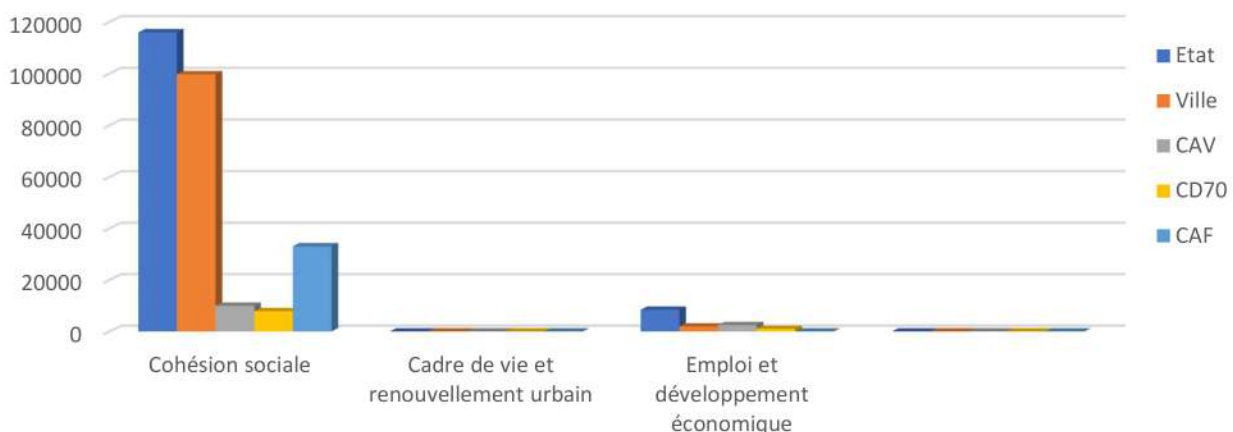
**Au total, la mobilisation des collectivités ou organismes (Ville, CAV, CD70, CAF) et de l'Etat s'est élevée à 281 418 € soit une baisse de 14 319 € par rapport à 2016 et 17 944 € par rapport à 2015 répartie de la façon suivante :**

- Collectivités et organismes : 152 935 €
- Crédits spécifiques du programme (147) de l'Etat : 128 483 €

Répartition des projets par Thématique



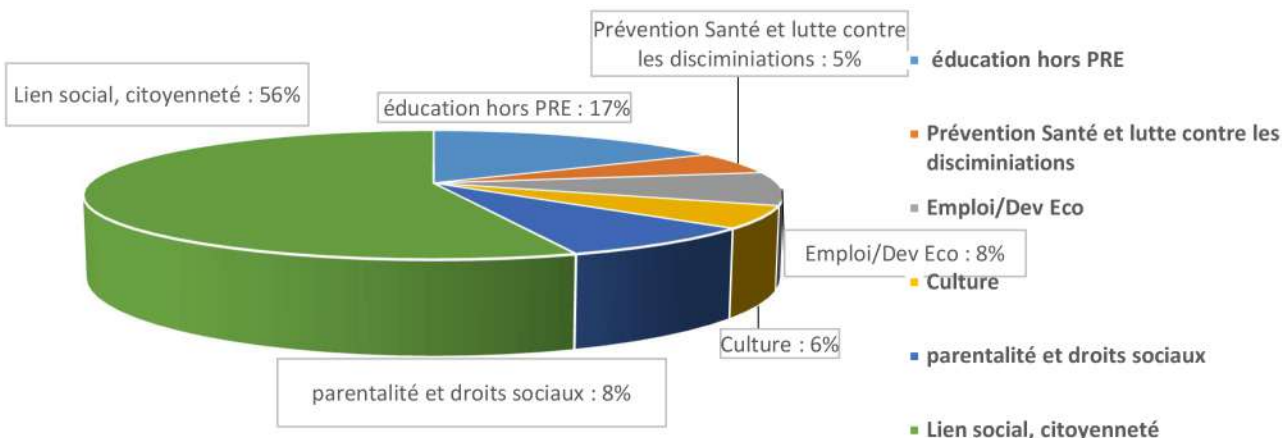
Répartition des crédits 2017 par Pilier



2018

Au titre de l'année 2018, le QPV est sorti du Programme de Réussite Educative et 36 actions ont été soutenues dont 6 dans le cadre éducation hors PRE soit une baisse de 2,7 % par rapport au nombre de dossiers en 2017 mais celui-ci reste en augmentation de 5,8% par rapport à 2016 et de 28,5% par rapport 2015.

### Répartition des projets par Thématique



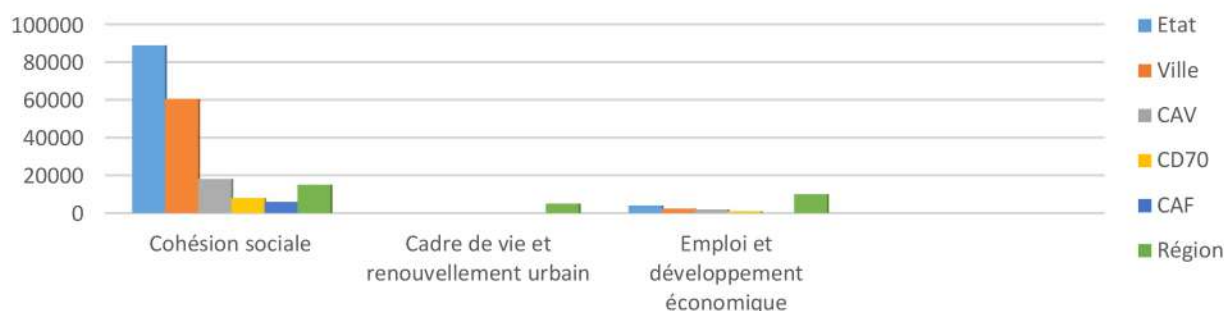
Au total, la mobilisation des collectivités ou organismes (Ville, CAV, CD70, CAF, Région) et de l'Etat s'est élevée à 284 656€ soit une augmentation de 3238 € par rapport à 2017, malgré un apport de la région à hauteur de 30 000 € par rapport à 2017, la répartition est la suivante :

- Collectivités et organismes : 178 785 €
- Crédits spécifiques du programme (147) de l'Etat : 105 871 € et 10 360€ de droit commun

La Région Bourgogne Franche-Comté a rejoint la programmation financière politique de la ville en 2018. Celle-ci est intervenue autour de 3 grandes priorités :

- Les actions de protection de l'environnement, la gestion des déchets et les économies d'énergie,
- Les actions d'animation et d'appropriation de l'espace public,
- Les actions favorisant l'accès à l'orientation, à l'information, à la formation et l'emploi.

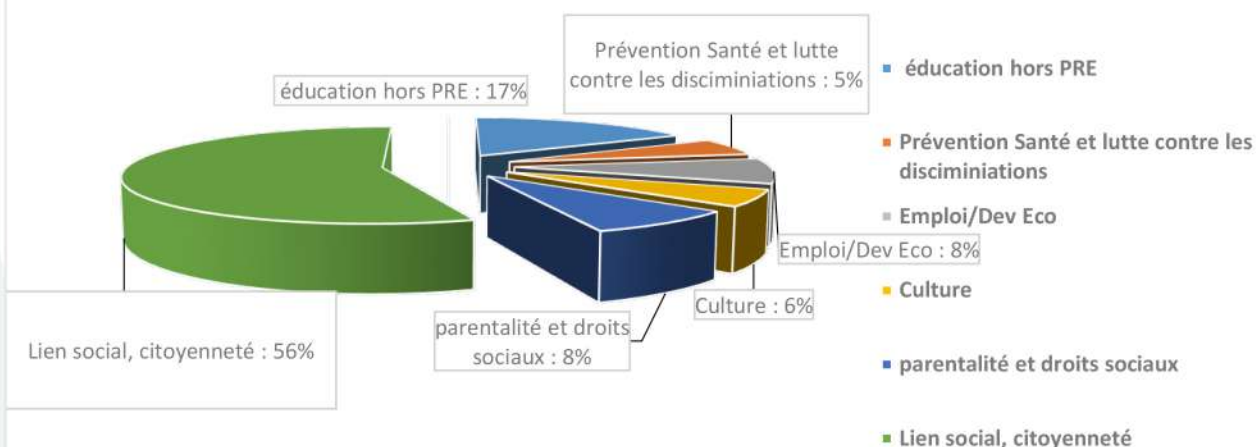
### Répartition des crédits 2018 par Pilier



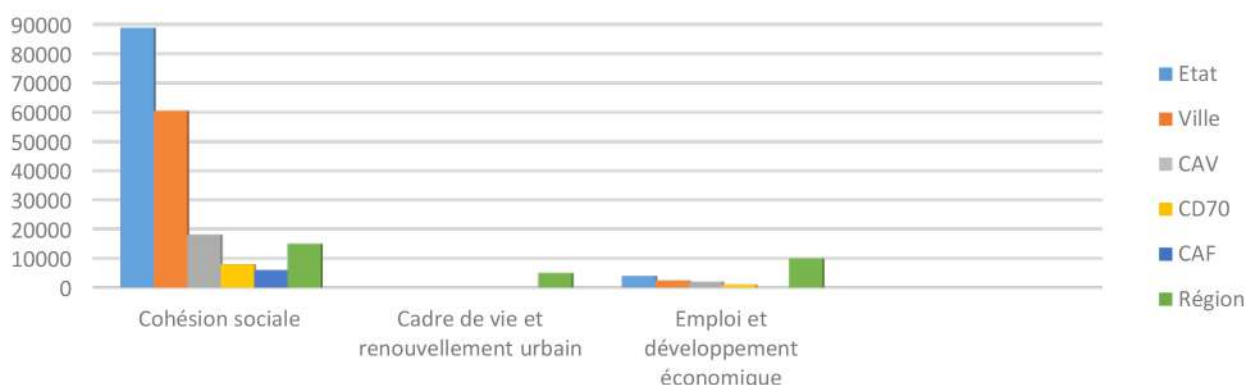
2019

Au titre de l'année 2019, 43 dossiers ont été déposés, 30 ont été retenus dans le cadre de la programmation 2019 soit une baisse de 17% par rapport à 2018, 19% par rapport à 2017, 12% par rapport à 2016 et une hausse de 7% par rapport à 2015.

## Répartition des projets par Thématique



## Répartition des crédits 2019 par Pilier



Au total, la mobilisation des collectivités ou organismes (Ville, CAV, CD70, CAF) et de l'Etat s'est élevée à 303 083 € :

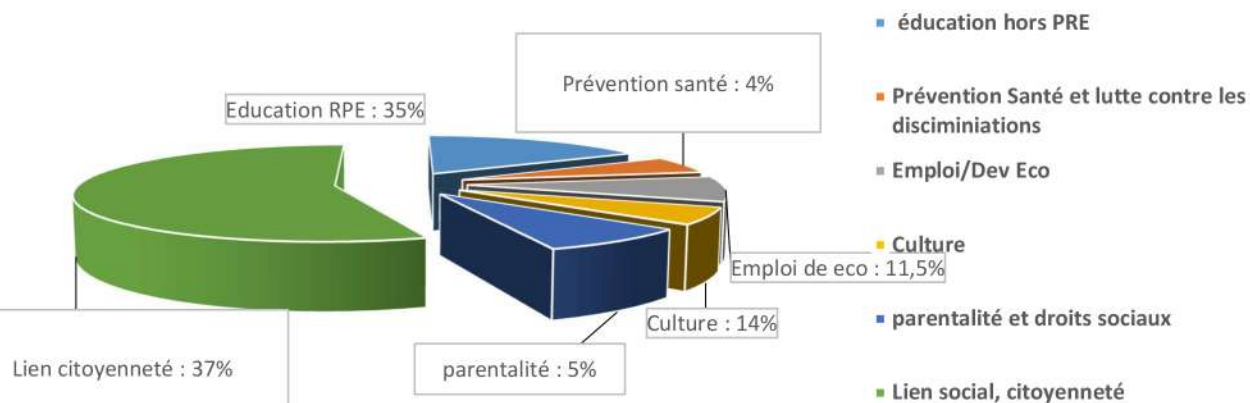
- Collectivités et organismes : 171 920 €
- Crédits spécifiques du programme de l'Etat : 131 163 € (dont le droit commun)



2020

Au titre de l'année 2020, 46 dossiers ont été déposés. Tous ont fait l'objet de subventions que ce soit de la ville de Vesoul, de la CAV, de la CAF, du CD70, de l'Etat et de la Région BFC.

### Répartition des projets par Thématique



Au total, la mobilisation des collectivités ou organismes (Ville, CAV, CD70, CAF) et de l'Etat s'est élevée à 297 001 € :

- Collectivités et organismes : 156 555 €
- Crédits spécifiques du programme de l'Etat : 140 446 € (dont le droit commun et crédits spécifiques)

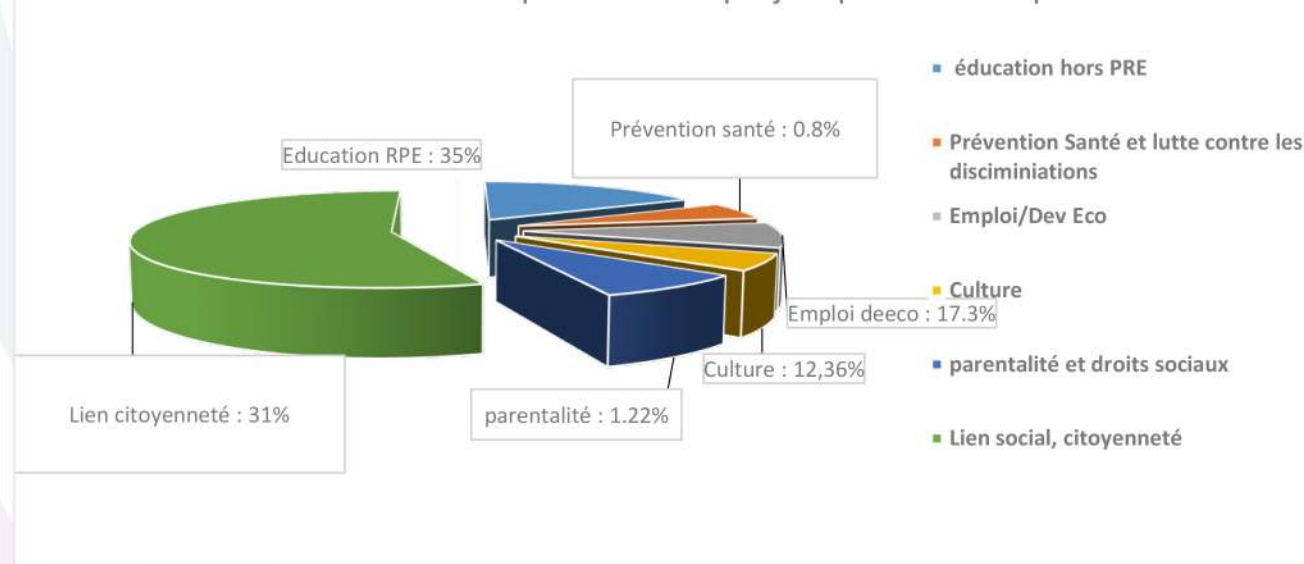


2021

Dans le cadre du protocole d'engagement réciproque et renforcé, la volonté a été de mettre l'accent sur l'emploi et l'insertion. Les actions financées passent donc de 11,5% à 17,3%.

Au titre de l'année 2021, 43 dossiers ont été déposés. Tous ont fait l'objet de subventions que ce soit de la ville de Vesoul, de la CAV, de la CAF, du CD70, de l'Etat et de la Région BFC.

## Répartition des projets par Thématique

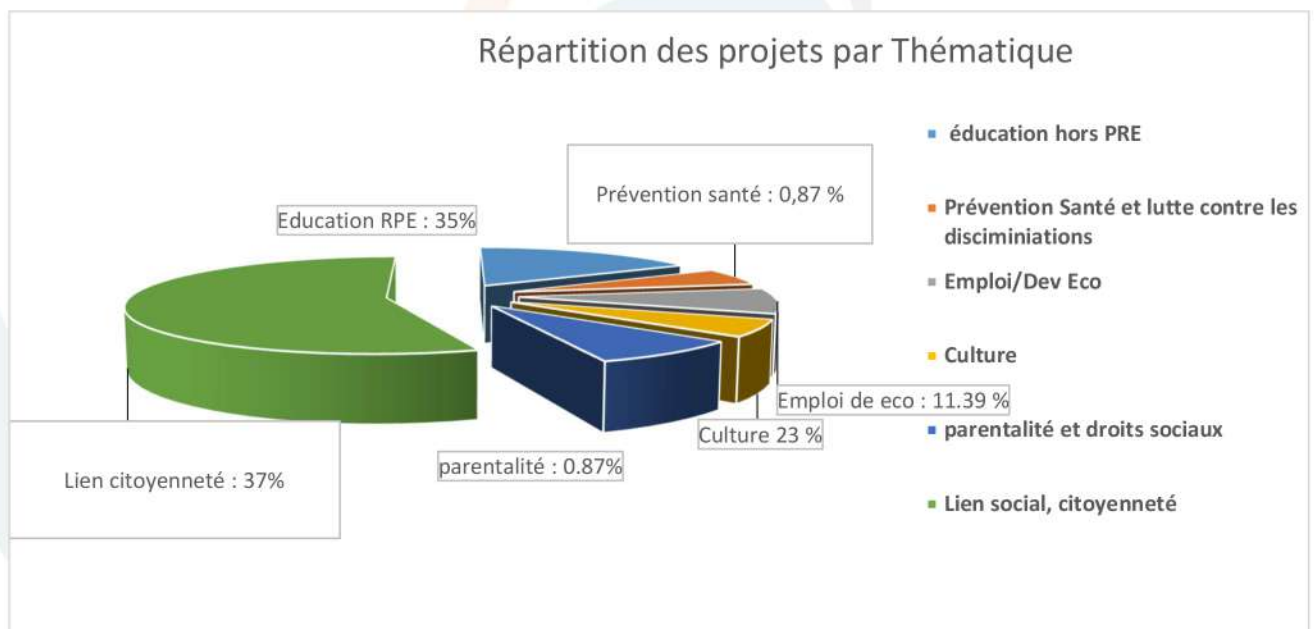


Au total, la mobilisation des collectivités ou organismes (Ville, CAV, CD70, CAF) et de l'Etat s'est élevée à 284 622 € :

- Collectivités et organismes : 160 490 €
- Crédits spécifiques du programme de l'Etat : 124 132 € (dont le droit commun et crédits spécifiques)

2022

Au titre de l'année 2022, 57 dossiers ont été déposés. 50 actions ont fait l'objet de subventions que ce soit de la ville de Vesoul, de la CAV, de la CAF, du CD70, de l'Etat et de la Région BFC.



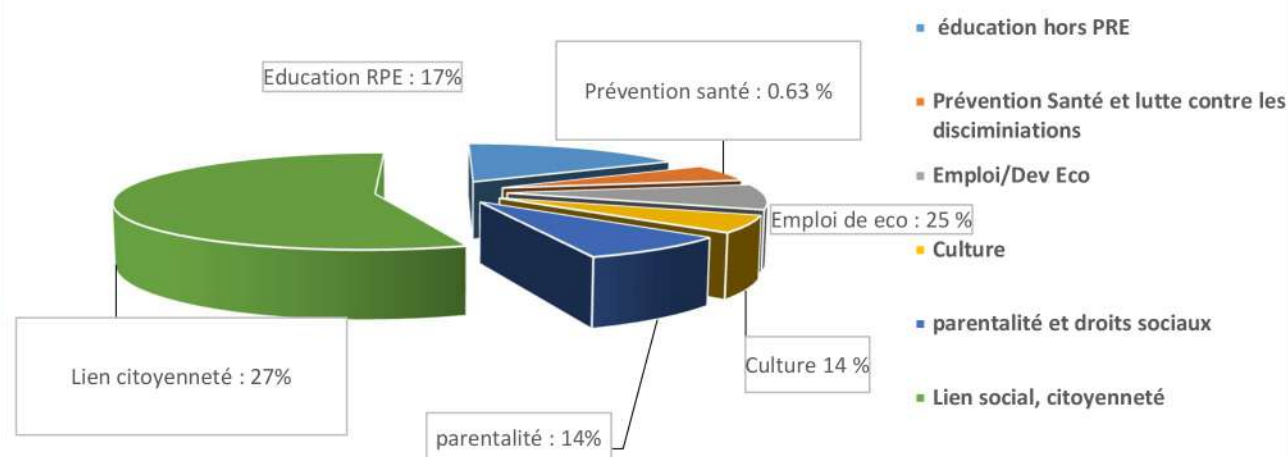
Au total, la mobilisation des collectivités ou organismes (Ville, CAV, CD70, CAF) et de l'Etat s'est élevée à 342 623 € :

- Collectivités et organismes : 180 355 €
- Crédits spécifiques du programme de l'Etat : 162 268 € (dont le droit commun)

2023

Au titre de l'année 2023, 49 dossiers ont été déposés. 47 actions ont fait l'objet de subventions que ce soit de la ville de Vesoul, de la CAV, de la CAF, du CD70, de l'Etat et de la Région BFC.

## Répartition des projets par Thématique



Au total, la mobilisation des collectivités ou organismes (Ville, CAV, CD70, CAF) et de l'Etat s'est élevée à 464 453 € :

- Collectivités et organismes : 311 870 €
- Crédits spécifiques du programme de l'Etat : 152 583 € (dont le droit commun)

### 3) Synthèse du contrat de ville 2015-2023

La politique de la ville sur le QPV Rèpes-Montmarin est bien structurée depuis 2015 :

- Un appel à projet est lancé tous les ans à destination des associations,
- Le conseil citoyen est actif et propose des actions en faveur des habitants,
- Le projet NPNRU est en cours,
- L'abattement de TFPB permet au bailleur de mettre en place une vingtaine d'actions sur le quartier.

**Le pilier « cohésion sociale »** repose sur des bases solides. Il est le pilier le plus développé avec trois-quarts des actions financées. Celles-ci concourent à renforcer le lien social comme les fêtes de quartier, développer l'accès à la santé, à la culture et contribuent à la lutte contre les discriminations ainsi que la mise en place d'un conseil citoyen.

**Le pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain »** est renforcé avec la signature du protocole de préfiguration et d'une convention régionale de cohésion sociale et urbaine avec la Région BFC. Le nouveau programme de rénovation urbaine (NPNRU) est en cours.

**Le pilier « Développement économique et emploi »** reste quant à lui le parent pauvre de la politique de la ville sur notre territoire.

**C'est pourquoi la collectivité a souhaité faire évoluer ses actions en faveur de l'emploi et de l'insertion professionnelle dans le cadre du protocole d'engagement réciproque et renforcé qui a prorogé le contrat de ville de 2 ans, tout en conservant la majorité des autres actions existantes.**

### 4) Bilan du conseil citoyen

Le conseil citoyen a été constitué en collaboration entre l'Agglomération de Vesoul et la Ville de Vesoul. Cette dernière a proposé de créer le conseil citoyen selon les règles du tirage au sort. Depuis 2015, le conseil citoyen participe aux différentes étapes d'élaboration du contrat de ville, mais c'est le 26 octobre 2016 que celui-ci est définitivement validé par arrêté préfectoral.

La composition s'organise autour de 14 représentants pour le collège habitants et de 10 représentants pour le collège acteurs locaux. Il se réunit régulièrement afin d'initier et de mettre en œuvre des projets concertés avec la population, notamment la fête de l'environnement en septembre 2018 ou un projet d'espace public en périphérie du QPV.



### 5) L'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties du QPV

Une convention d'utilisation de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB), signée le 16 décembre 2016 avec le bailleur Habitat 70 constitue le cadre de mise en œuvre d'un programme annuel d'actions par le bailleur social, à hauteur du montant de l'abattement. Une rencontre annuelle permet de cibler les actions à mettre en œuvre sur le quartier.

Le plan d'actions comporte généralement une vingtaine d'actions avec plan de financement associé. Il a pour objectif de maintenir ou développer la qualité du cadre de vie, la cohésion sociale et le développement social en agissant sur les axes suivants :

- *Formation spécifique et soutien au personnel de proximité,*
- *Entretien, cadre de vie et médiation,*
- *Gestion des déchets, des encombrants et des épaves,*
- *Amélioration de l'accompagnement des locataires.*

Ces actions en faveur des locataires permettent d'améliorer considérablement la qualité de vie du quartier. Dans le cadre de la programmation 2020, le Préfet a souhaité améliorer le cadre de vie des habitants du QPV : développer des coins de détente familiaux fleuris, d'évaluer les besoins d'intervention sur des situations de nuisances et de troubles de voisinage.

Chaque année, les actions sont examinées et débattues lors d'un comité de pilotage et font l'objet d'une délibération en conseil municipal et communautaire.

### III) Le projet politique du nouveau contrat de ville 2024 - 2030

Le contrat de ville « Engagement quartiers 2030 » traduit la Politique de la Ville que souhaite mener Vesoul et son agglomération avec ses partenaires durant les 6 prochaines années : l'Etat, la région Bourgogne Franche-Comté, le Département de la Haute-Saône, la Caisse d'Allocations Familiales, Habitat 70, les organismes publics, le tissu associatif et en premier lieu les habitants de nos quartiers.

La ville, l'agglomération de Vesoul ont milité pour que le quartier du Grand Grésil intègre désormais le périmètre du quartier prioritaire. C'est désormais acté. Le Contrat de ville, c'est aujourd'hui une géographie prioritaire refondue et recentrée sur trois quartiers : **Grand Grésil, Montmarin et Rêpes**.

« Engagements quartiers 2030 » s'articule autour de trois enjeux déterminés par l'Etat et partagés par les élus :

- Jeunesse et parentalité,
- Transitions, urbanisme et qualité de vie,
- Insertion et emploi,

Sur la base de ces trois priorités, un travail approfondi a été mené au plan local avec la participation de nombreux acteurs locaux et institutionnels. Il s'est appuyé sur l'évaluation de la mise en œuvre du précédent contrat, les enseignements apportés par les acteurs institutionnels, les associations, mais également sur le point de vue des habitants. Le présent contrat porte l'ambition de répondre aux besoins des habitants des trois quartiers. Il traduit une mobilisation forte et agile qui sera déclinée chaque année et évaluée.

#### Jeunesse et parentalité :

Nos quartiers constituent aussi l'avenir. L'action déclinée par nos collectivités a aussi pour ambition de favoriser l'avenir qui n'est interdit à personne. Le tiers des habitants a moins de 25 ans, c'est une véritable chance. En conséquence il convient d'avoir une attention particulière et apporter un appui coordonné à la scolarité et favoriser la réussite éducative qui constitue la clef de demain dans le cadre de l'insertion par le travail. Un soutien renforcé aux familles confrontées à des difficultés sera également décliné.



### Transitions, urbanisme et qualité de vie :

Afin d'améliorer le cadre de vie des habitants, tout en répondant aux enjeux climatiques et de transition environnementale, le contrat fixe les grands axes de transformation du quartier pour les années à venir. Travaillé en concertation étroite avec les habitants et les acteurs du quartier, il pose le cadre d'une intervention globale qui combine rénovation-requalification du bâti, valorisation de la trame des espaces publics, rénovation de l'immobilier commercial et promotion des commerces de proximité. Le projet de renouvellement urbain porte l'ambition d'être au service des usagers du quartier. La renaturation des espaces fait partie des priorités, la propreté également. Enfin, la sécurité des personnes et des biens occupe une place importante.

### L'insertion sociale et l'accès à l'emploi :

Nos trois quartiers bénéficient d'un excellent maillage d'établissements scolaires, d'apprentissage et d'associations d'insertion par l'économie qui représentent une vraie richesse à valoriser et une opportunité à saisir pour les habitants. Les services de l'État, France Travail, les associations, les collectivités et tous les acteurs concernés renforceront leurs actions pour favoriser l'insertion et l'accès à l'emploi, soutenir les habitants dans leurs démarches de recherche d'emploi et les entreprises dans leurs recrutements. Des actions innovantes continueront à être développées. Un travail se poursuivra par ailleurs pour lever les freins à l'emploi.

Nous sommes convaincus que ce Contrat nous permettra de progresser encore davantage au sein de nos quartiers qui se transforment au quotidien. L'enjeu majeur consiste à aller chercher les publics les plus éloignés des dispositifs et de l'inclusion de ces derniers dans notre société. Il est construit pour agir et réagir. Durant 8 ans, nous avons progressé. C'est une volonté de faire encore davantage dans une continuité rénovée, avec attention en portant au quotidien une volonté réelle de progresser, de réussir.

**Malika BERNARDIN**

**Adjointe au Maire de Vesoul**

**Solidarités, Insertion, Handicap**

**Pierre GORCY**

**Vice-Président Agglomération de Vesoul**

**Santé, Politique de la Ville**



#### IV) Méthodologie d'élaboration du Contrat de Ville 2024 -2030

Le Contrat de Ville 2024-2030 de l'agglomération de Vesoul est le fruit d'un processus participatif et partenarial à long terme permettant aux acteurs de mieux définir les logiques de fonctionnement et les problématiques à l'œuvre sur le quartier.

Depuis plusieurs exercices, outre les évaluations formalisées du précédent dispositif, les élus communaux et de l'agglomération impliqués dans la Politique de la Ville rencontrent régulièrement les habitants du Montmarin, des Rêpes et du Grand Grésil lors de réunions de quartier. Le Conseil citoyen est également un acteur important dans cette démarche de connaissance grâce notamment aux réunions thématiques et aux diagnostics en marchant organisés plusieurs fois par an à son initiative afin de faire un point exhaustif des dysfonctionnements et d'être à l'écoute de ses habitants.

Par ailleurs, l'élaboration en 2022 du projet social du Centre Villon a permis de recueillir de nombreux éléments sur la vie du quartier émanant de ceux qui y résident, ainsi que des acteurs associatifs et institutionnels. Enfin, l'appel à projet annuel « Politique de la Ville », et la rencontre relative à l'exonération de la TFPB, sont l'occasion de mettre en place des actions à destination des habitants et usagers, de les évaluer, mais aussi de broser un état des lieux du quartier.

Toutefois, il s'est avéré indispensable pour l'Etat et les collectivités d'entamer une phase d'écoute et de concertation spécifiquement dédiée à l'élaboration du nouveau dispositif 2024-2030. Cela s'est fait avec l'appui d'un prestataire extérieur, Trajectoire Ressources, aidant ainsi à objectiver le regard sur le quartier et faciliter la parole des acteurs.

Dans ce cadre, une première rencontre réunissant 75 participants a eu lieu à l'Espace Villon le 17 novembre 2023 regroupant élus, acteurs institutionnels, associatifs et les habitants. Au sein de 3 ateliers thématiques reprenant les priorités définies par l'Etat (Jeunesse & Parentalité / Transition & Urbanisme / Emploi & Insertion) les intervenants ont eu l'occasion de s'exprimer sur leur perception des forces et faiblesses du quartier et de débattre sur les premières orientations proposées par la collectivité en matière de Politique de la Ville.

Cette première matinée de travail collectif a permis d'établir un document synthétique proposant des priorités d'intervention présentées de nouveau à l'ensemble des partenaires le 24 janvier 2024. A l'issue de ces échanges riches, qui ont regroupé au total plus d'une centaine de participants, et afin de constituer l'ossature du futur Contrat de Ville, 13 projets de fiches-actions ont été rédigés. Ceux-ci ont ensuite été présentés pour être enrichis et amendés à des partenaires institutionnels (CAF, DDETSPP, DSDEN, France Travail, CCI, Centre social Villon...) chacun en fonction de leur champ de compétence.

A l'issue de cette phase de consultation, le document cadre « Contrat de Ville Agglomération de Vesoul 2024-2030 » a été finalisé pour être présenté pour validation aux services de la Préfecture, puis transmis à l'ensemble des partenaires signataires pour approbation au sein de leurs instances délibérantes.

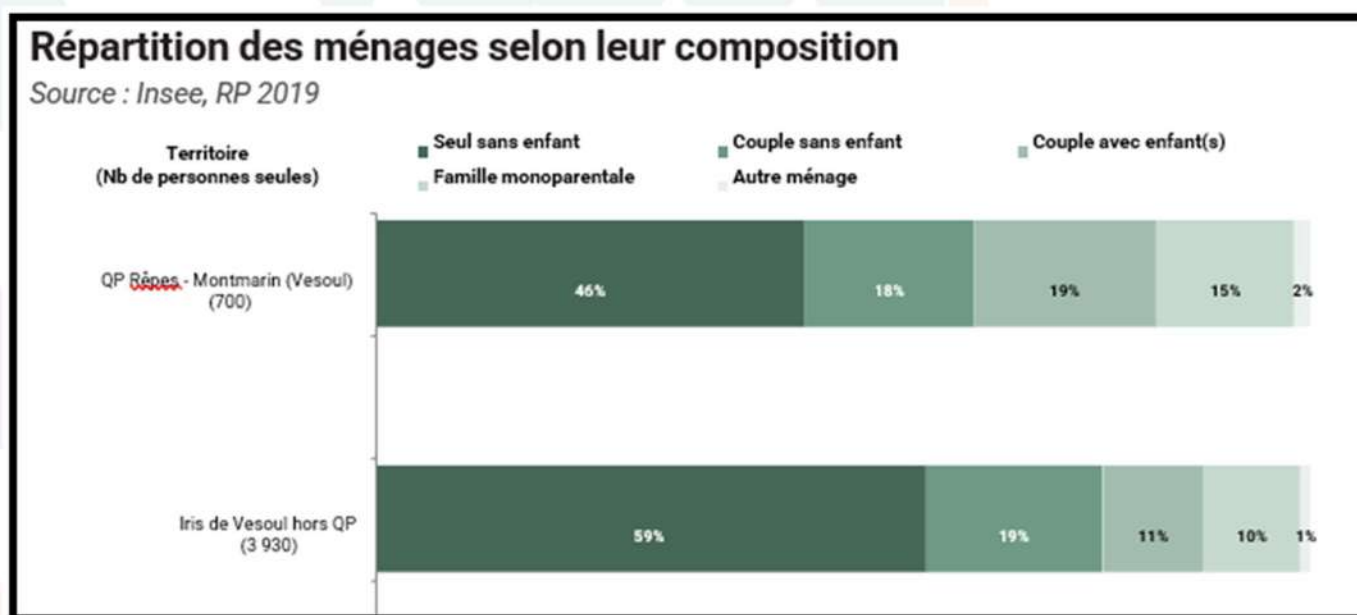
## V) Les problématiques du quartier selon les axes du Contrat de Ville :

Une connaissance fine du terrain et un diagnostic réalisé en janvier 2023 par le bureau d'étude Compas ont permis d'établir un état des lieux exhaustif du quartier prenant en compte les données relatives aux Iris INSEE 705500101 et 755500102 (circonscriit aux logements collectifs pour ce dernier). Il a été choisi dans le présent document de présenter de manière synthétique quelques grandes lignes emblématiques, pas forcément négatives, de ce diagnostic suivant les 3 axes thématiques du Contrat de Ville.

Il convient de signaler que le quartier prioritaire étudié dans le cadre de ce travail d'état des lieux ne comprend pas le secteur du Grand Grésil.

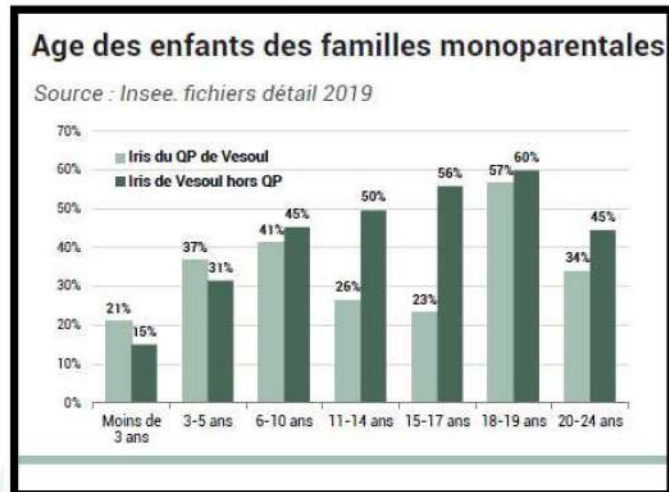
### 1) Défi A : Jeunesse & parentalité

- Une composition démographique singulière du quartier avec plus de jeunes et plus de familles (monoparentales ou non) que dans le reste de la CAV,



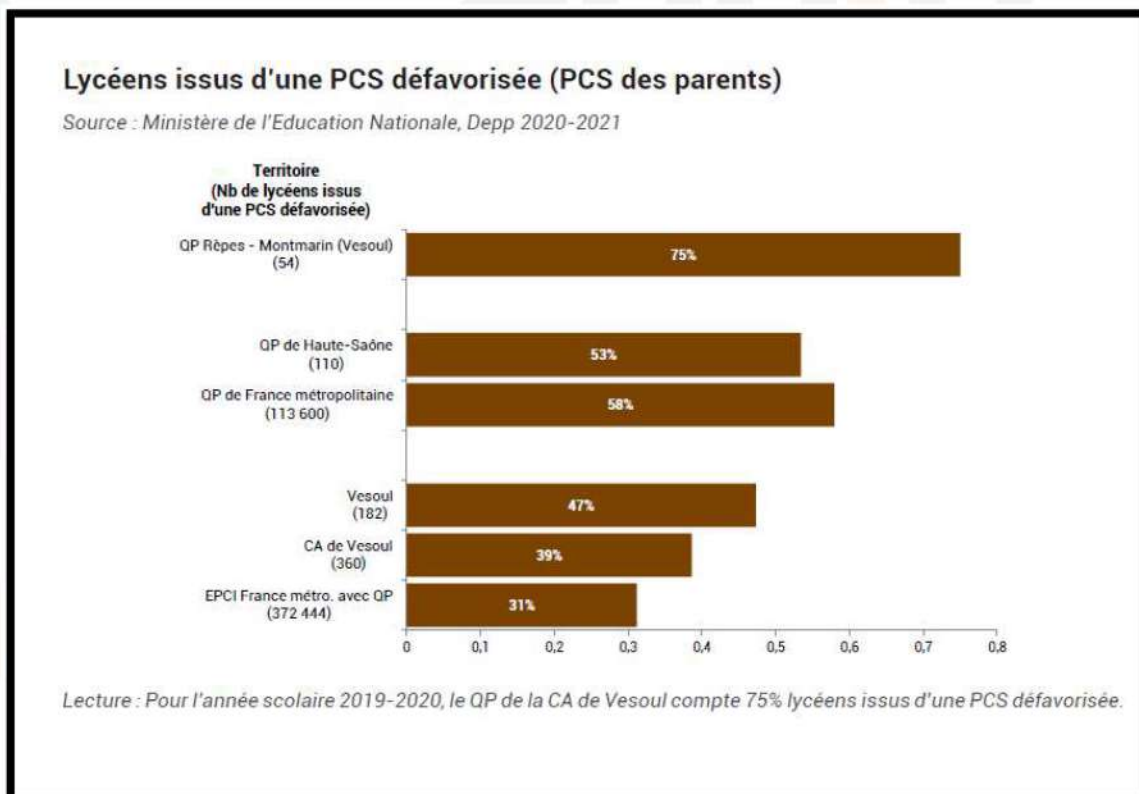
Source : Diagnostic Compas 2023

- Une part importante des jeunes enfants (ex 41% des 6-10 ans) vivent au sein de familles monoparentales :



Source : Diagnostic Compas 2023

- 300 mineurs sur le quartier considérés comme vulnérables du fait de la situation socio-économique de leur famille avec de potentielles conséquences sur leur scolarité :





- L'importance du décrochage scolaire avec un faible taux de scolarisation des 15-24 ans :

## Taux de scolarisation des 15-24 ans

Source : Insee, estimations démographiques 2018 et RP 2018

Territoires	Nb de 15-24 ans scolarisés	Taux de scolarisation des 15-24 ans (en %)	Taux de scolarisation des filles (en %)	Ecart de taux de scolarisation entre les filles et les garçons (en points)
QP Rêpes - Montmarin (Vesoul)	121	40,8	39,6	-2,5
QP de Haute-Saône	372	43,2	41,2	-3,7
QP de Bourgogne-Franche-Comté	10 604	55,2	54,6	-1,1
QP de France métropolitaine	417 344	59,6	61,2	+3,2
Vesoul	1 091	54,9	54,5	-0,8
CA de Vesoul	2 104	58,4	57,5	-1,8
EPCI France métro. avec QP	3 652 872	67,7	69,9	+4,4
EPCI France métro. sans QP	1 377 431	62,7	65,4	+5,3
Haute-Saône	13 720	59,0	60,4	+2,5
Bourgogne-Franche-Comté	194 565	62,8	65,1	+4,4
France métropolitaine	5 041 451	66,2	68,6	+4,7

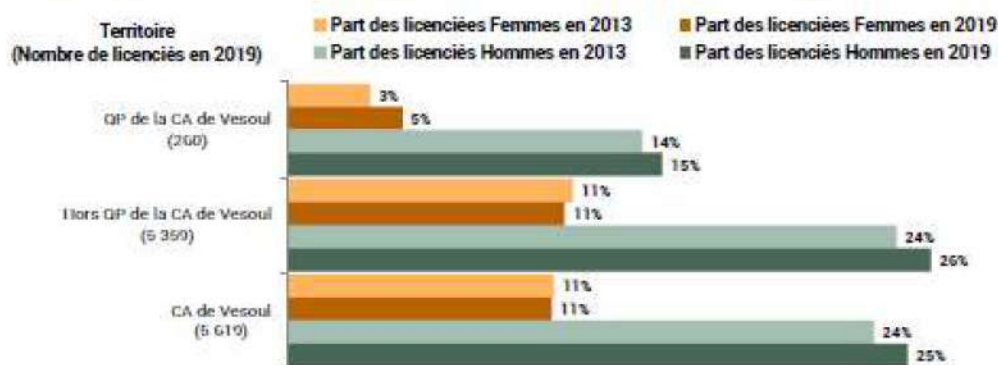
Lecture : En 2018, le taux de scolarisation des 15-24 ans du QP Rêpes - Montmarin (Vesoul) est de 40,8%. L'écart entre les filles et les garçons est de -2,5 points.

Source : Diagnostic Compas 2023

- Des jeunes filles peu présentes dans les activités sportives :

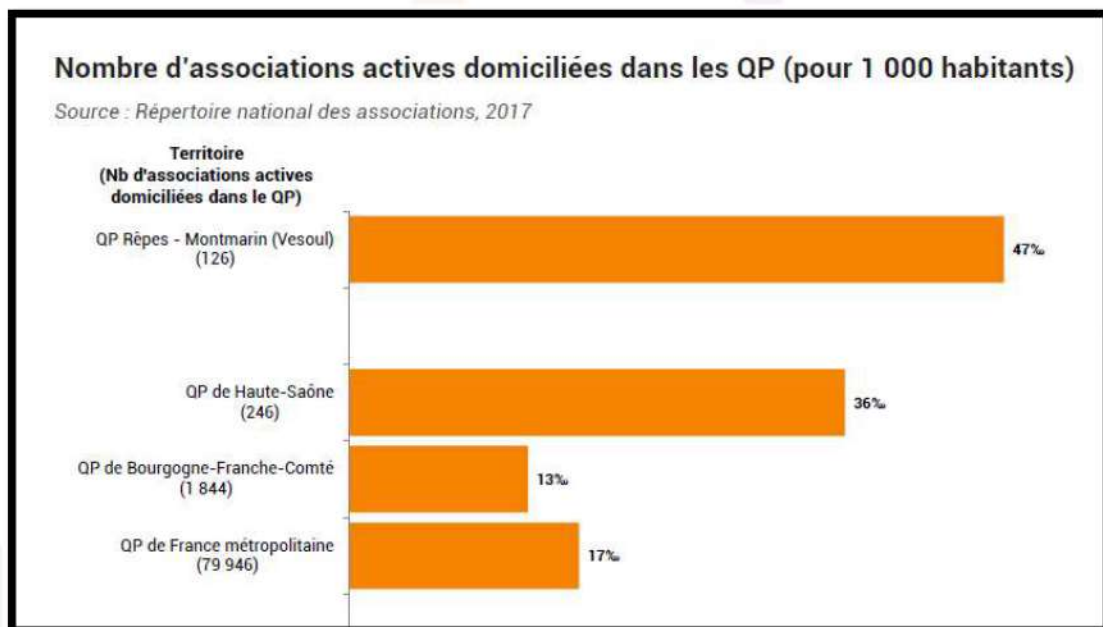
## Évolution des licenciés sportifs par sexe

Source : Recensement des licences et clubs sportifs / Injep - Meos 2019-2020



Source : Diagnostic Compas 2023

- Une riche vie associative :



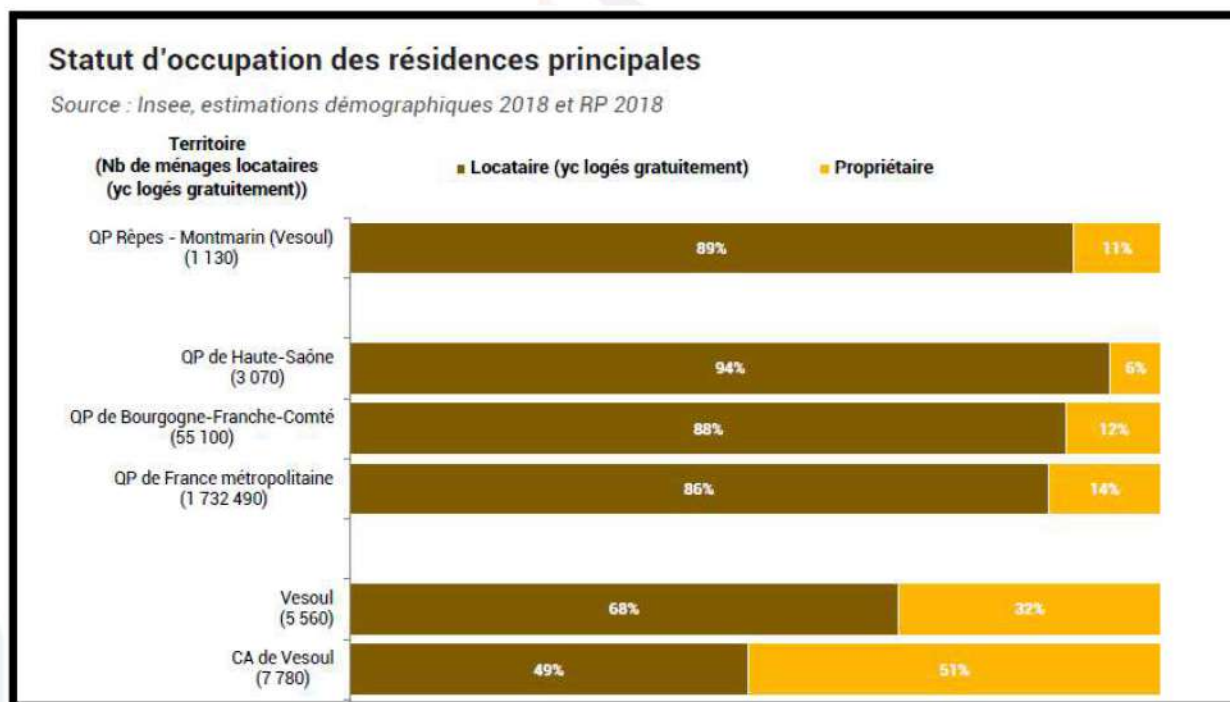
Source : Diagnostic Compas 2023

Mais aussi :

- Des problématiques fortes relatives à la santé et à l'alimentation,
- Un accès à la culture encore insuffisant,

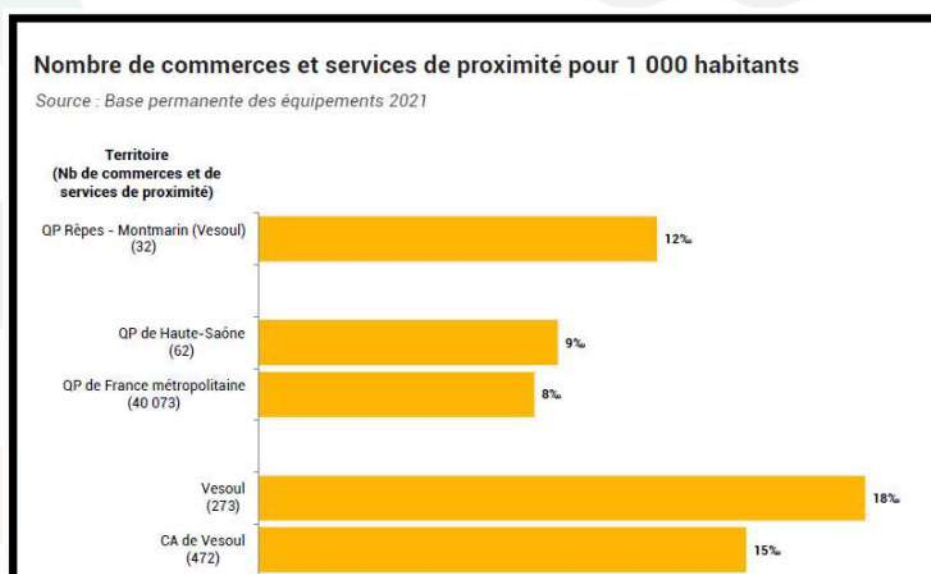
## 2) Défi B : Transitions, urbanisme et qualité de vie

- Des locataires de logements sociaux très majoritaires :



Source : Diagnostic Compas 2023

- Un quartier bien pourvu en commerces et services mais un centre commercial Humbaire-Vôge fragile :



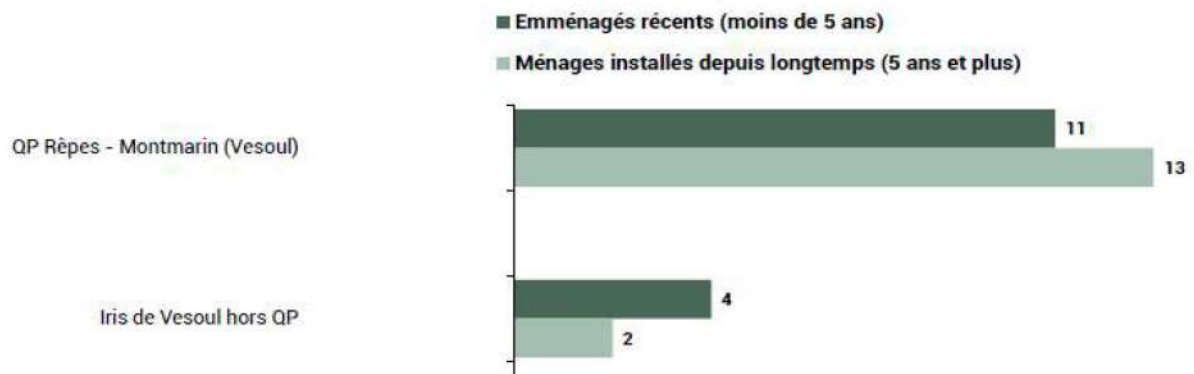
Source : Diagnostic Compas 2023



- Un quartier dont les habitants se renouvellent de manière assez équilibrée mais un indice de fragilité (combinant des facteurs en termes d'emploi, de revenus, de santé...) fort chez les nouveaux arrivants :

### Indice de fragilité des nouveaux arrivants et de ceux installés depuis plus de 5 ans

Source : Insee, fichiers détail 2019 - indice © Compas



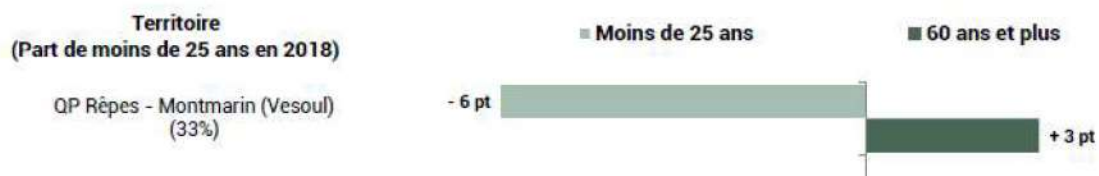
Source : Diagnostic Compas 2023

- Un quartier qui vieillit et des difficultés potentielles en termes de lien social pour des populations souvent fragiles :

### Profil socio-démographique des habitants

#### Évolution de la part des moins de 25 ans et des 60 ans et plus

Source : Insee, estimations démographiques, 2011-2018 et RP 2018



Source : Diagnostic Compas 2023

## Indice de fragilité des personnes âgées de 75 ans et plus

Source : Insee RP, fichiers détail 2008-2019 - Traitements © Compas

Territoires	Personnes âgées de 75 ans et plus fragiles (cumulant au moins 5 facteurs de risque)		
	Nb	%	Evolution 2008-2019 (en points)
QP Rêpes - Montmarin (Vesoul)	118	37,7	-3,2
Iris de Vesoul hors QP	322	27,0	-7,8
Vesoul	440	29,2	-6,6
CA de Vesoul	573	19,6	-8,6
EPCI France métro. avec QP	625 359	17,7	-5,9
EPCI France métro. sans QP	282 418	13,8	-4,9
Haute-Saône	3 856	17,2	-6,0
Bourgogne-Franche-Comté	46 740	17,0	-5,2
France métropolitaine	910 618	16,3	-5,5

Lecture : Le QP Rêpes - Montmarin (Vesoul) compte 118 personnes âgées fragiles, soit 37,7% des 75 ans et plus. C'est 3,2 points de moins qu'en 2008.

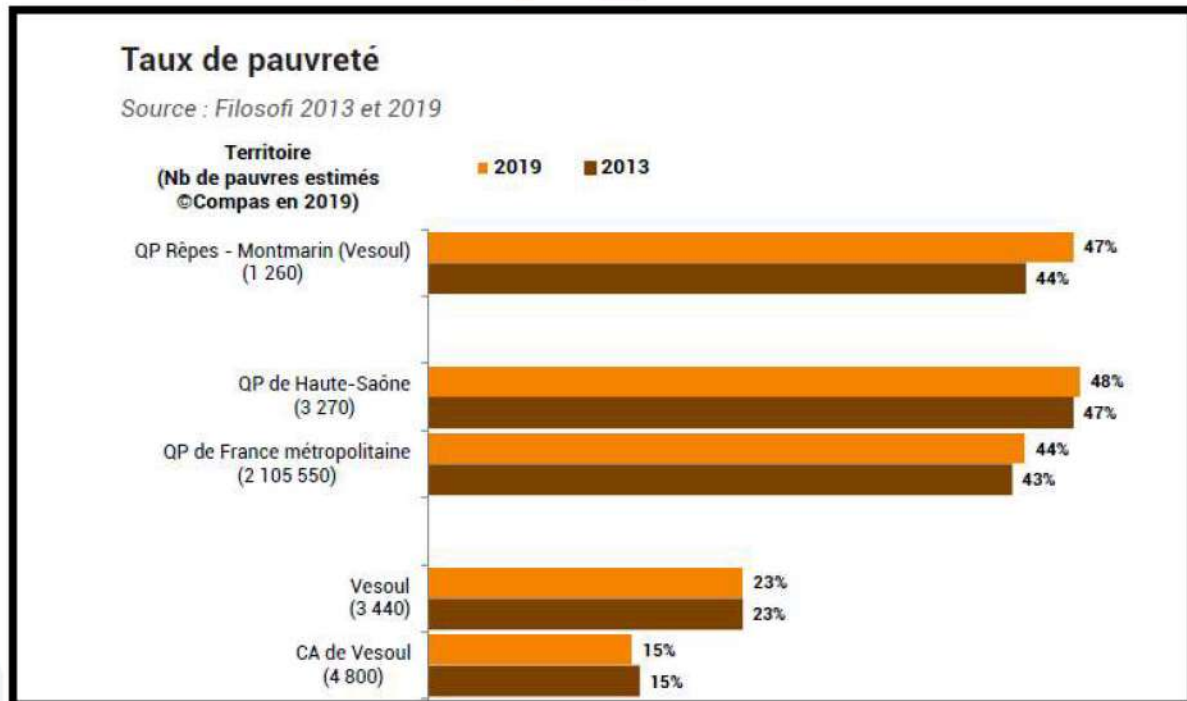
Source : Diagnostic Compas 2023

Mais aussi :

- Des problèmes de propreté à certains endroits,
- Une sécurité routière en question et des modes doux à développer à l'intérieur du quartier et vers le centre-ville,
- Une certaine difficulté pour affirmer et afficher son appartenance au quartier,

### 3) Défi C : Insertion et emploi

- La moitié de la population est en situation de pauvreté et moins de 50% dispose de revenus d'activité :



Source : Diagnostic Compas 2023

- Un fort taux de chômage qui affecte particulièrement les femmes et les jeunes :

**Indice de chômage des 15-64 ans**  
Source : Insee RP, fichiers détail 2008-2019

Territoires	Indice de chômage des 15-64 ans (%)							
	Femmes				Hommes			
	2008	2013	2019	Evolution 2008-2019 (en points)	2008	2013	2019	Evolution 2008-2019 (en points)
QP Rêpes - Montmarin (Vesoul)	26,2	29,2	32,0	+5,8	27,0	29,0	28,3	+1,4
Iris de Vesoul hors QP	12,8	17,2	15,2	+2,3	14,9	18,3	19,9	+4,9
Vesoul	15,8	19,7	18,5	+2,7	17,6	20,9	21,8	+4,2
CA de Vesoul	11,2	14,3	14,2	+2,9	12,1	15,7	15,3	+3,2
EPCI France métro. avec QP	12,8	14,5	14,4	+1,6	11,1	13,6	13,3	+2,2
EPCI France métro. sans QP	10,9	12,1	12,0	+1,1	8,1	10,4	10,4	+2,3
Haute-Saône	12,2	13,7	12,9	+0,7	9,0	11,4	11,2	+2,2
Bourgogne-Franche-Comté	11,5	12,9	12,7	+1,1	9,2	11,7	11,6	+2,3
France métropolitaine	12,2	13,7	13,6	+1,4	10,1	12,5	12,3	+2,2

Source : Diagnostic Compas 2023



- Un faible taux d'emploi chez les femmes qui a de surcroît baissé entre 2011 et 2018 :

## Taux d'emploi des 15-64 ans selon le sexe

Source : Insee, estimations démographiques 2018 et RP 2018

Territoires	2011			2018		
	Taux d'emploi des femmes (en %)	Taux d'emploi des hommes (en %)	Ecart du taux d'emploi des femmes et des hommes (en points)	Taux d'emploi des femmes (en %)	Taux d'emploi des hommes (en %)	Ecart du taux d'emploi des femmes et des hommes (en points)
QP Rêpes - Montmarin (Vesoul)	41,7	48,0	-6,3	39,6	48,0	-8
QP de Haute-Saône	nd	44,9	-	36,1	44,9	-9
QP de Bourgogne-Franche-Comté	nd	46,1	-	35,8	46,1	-10
QP de France métropolitaine	42,2	51,0	-9	40,4	51,0	-11
Vesoul	53,0	60,6	-8	54,9	57,9	-3
CA de Vesoul	59,9	65,3	-5	60,7	63,5	-3
EPCI France métro. avec QP	59,2	66,1	-7	60,5	66,3	-6
EPCI France métro. sans QP	62,0	69,6	-8	64,6	70,1	-5
Haute-Saône	59,4	68,6	-9	62,3	68,4	-6
Bourgogne-Franche-Comté	60,5	67,8	-7	62,6	68,0	-5
France métropolitaine	60,1	67,3	-7	61,8	67,5	-6

Source : Diagnostic Compas 2023

- Plus de 100 jeunes entre 15 et 24 ans qui ne sont pas en emploi, pas en étude et dont beaucoup n'ont aucun diplôme :

## Jeunes de 15-24 ans ni en emploi, ni en étude

Source : Insee RP, fichiers détail 2008-2019

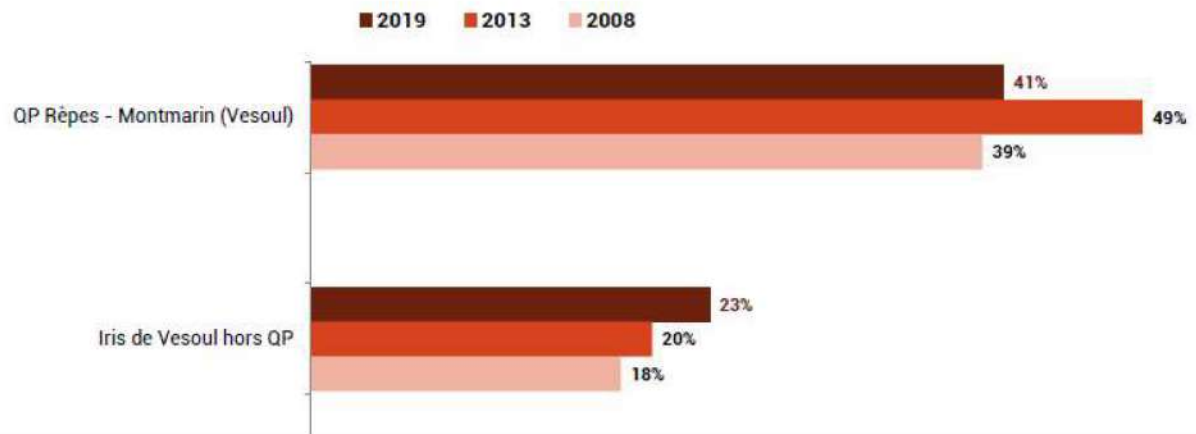
Territoires	Jeune de 15-24 ans ni en emploi ni en formation en 2019		Evolution 2008-2019 (en points)
	Nb	%	
QP Rêpes - Montmarin (Vesoul)	123	30,6	+4,3
Iris de Vesoul hors QP	248	15,9	+1,1
Vesoul	371	18,9	+1,2
EPCI France métro. avec QP	560 714	12,8	+0,7
EPCI France métro. sans QP	95 935	13,9	+1,2
Haute-Saône	3 326	14,6	=
Bourgogne-Franche-Comté	40 420	13,1	+0,9
France métropolitaine	992 746	13,0	+1,1

Source : Diagnostic Compas 2023

- Un taux très important de déqualification (personne se trouvant en emploi sous-qualifié par rapport à son diplôme) et notamment pour Bacs + 2 :

### Taux de déqualification des actifs de 15 ans ou plus ayant terminé leurs études

Source : Insee, fichiers détail 2008-2019



Source : Diagnostic Compas 2023

Mais aussi :

- 20% de la population bénéficiaire de l'AAH du fait notamment de la présence de structures médico-sociales qui sont parties intégrantes du quartier,
- Un problème d'illettrisme et d'illectronisme,
- Un manque certain en termes de réseau professionnel,

## VI) Les défis thématiques :

Suite à cet état des lieux étayé par des statistiques, nous avons décrit suivant les 3 défis thématiques les problématiques à traiter.

Afin d'y répondre, 13 fiches-actions ont été établies détaillant les grands objectifs et sous-objectifs opérationnels dans le tableau N°1. En cohérence avec cela, des priorités d'intervention visant notamment à promouvoir des actions innovantes ont été listées (Tableau N°2). Enfin, pour illustrer ces thématiques, des actions existantes emblématiques ont été mises en exergue dans le tableau N°3.

### **1) Défi A : Jeunesse & parentalité**

A l'échelle de Vesoul, la population du quartier s'avère jeune puisque le tiers des habitants a moins de 25 ans. De plus, de nombreux collégiens et lycéens fréquentent le quartier ce qui accroît encore sa connotation juvénile et dynamique.

Ce facteur positif se trouve toutefois contrebalancé par le fait que les enfants et adolescents du quartier vivent pour moitié au sein de familles monoparentales et sont pour partie d'entre eux considérés comme vulnérables, selon les statistiques, du fait de la situation socio-économique de leur famille. Ainsi, les trois-quarts des collégiens habitant le quartier reçoivent une bourse et la même proportion de lycéens appartiennent à des classes sociales défavorisées.

Le quartier des Rêpes-Montmarin est classé en REP. Toutefois, le taux de scolarisation des 15-24 ans s'avère très faible (40 % contre 60% pour l'ensemble des QPV français). Logiquement, le nombre de jeunes ni en études, ni en emploi s'avère conséquent, de même que le taux de non-diplômés.

Il convient donc d'avoir une attention particulière afin d'apporter un appui à la scolarité des écoliers et des collégiens issus du quartier pour réduire le décrochage scolaire et au-delà, pour certains jeunes, d'éviter la fracture avec la communauté éducative.

Un soutien renforcé aux familles en difficulté afin de les aider dans l'accompagnement de leurs enfants au quotidien, notamment en termes de scolarité, de santé, d'alimentation et d'accès aux loisirs pourrait s'avérer très largement bénéfique. De manière transverse, la création d'instances de coordination et d'échange des acteurs intervenant sur cette thématique dans le cadre du Contrat de Ville, avec l'éducation nationale, apparaît indispensable.



## A 1 : L'accompagnement des jeunes tout au long de leur scolarité

<b>Consolider les dispositifs d'aide aux devoirs</b>	Pérenniser et valoriser les acteurs reconnus sur le quartier en matière d'aide aux devoirs
	Accompagner les parents qui veulent épauler leurs enfants
	Faciliter l'accès des parents aux établissements scolaires
<b>Favoriser le lien entre enfants / parents et la communauté éducative</b>	Pérenniser les dispositifs d'accompagnement à la scolarité et de lien parental
	Travailler avec les parents sur la thématique de l'orientation et de l'ambition scolaire
	Valoriser les parcours de réussite et d'excellence des jeunes du quartier
<b>Soutenir les 12 - 18 ans qui décrochent et repérer les signaux d'alerte</b>	Promouvoir et faire connaître les dispositifs spécifiques mis en place par les acteurs en fin de collège / début du lycée
	Mobiliser les acteurs en contact avec les jeunes pour disposer de relais
	Respecter l'obligation de formation pour les décrocheurs 16-18 ans
	Valoriser les formations alternatives, notamment dans la culture et les arts
	Faciliter l'accueil et l'accompagnement des parents concernés par le décrochage et des jeunes en difficultés
	Créer et actualiser une cartographie des différents acteurs intervenant sur les questions de décrochage scolaire et plus généralement sur l'éducation
	Créer un groupe de travail multi-partenarial pour repérer des signaux d'alerte, proposer des solutions pour les décrocheurs et suivre les situations

## A 1 : Prioriser & innover

*Mettre en place un réseau regroupant l'ensemble des acteurs de la communauté socio-éducative du quartier prioritaire pour rationaliser les actions*

*Evaluer pour pérenniser les dispositifs d'aide aux devoirs*

*Positionner l'enfant au centre des dispositifs afin d'avoir une vision globale de son emploi du temps scolaire et extra-scolaire*

*Accompagner les « décrocheurs » et prévenir le phénomène le plus en amont possible*

*Porter de manière partenariale un projet de Cité éducative*

## A 1 : Exemples d'actions emblématiques

<b>Intitulé</b>	<b>Structure(s) porteuse(s) :</b>
Accompagnement aux devoirs	Amicale Laïque
Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité	CAF / Espace Villon / Liseron
Dispositif « Devoirs faits »	Collège J.Brel
Accompagnement suite à l'exclusion des établissements scolaires et responsabilisation	Club de prévention
Tutorat « savoir être »	Club de prévention / Collège J.Brel
Dispositif « animateurs – Jeunes »	CAF / Centre Villon
Remobilisation de jeunes en rupture pour la découverte des métiers d'art (TEKNE)	ECAU / DDETSPP
Recensement exhaustif des jeunes décrocheurs avec exploitation et croisement des données, notamment numériques	Mission Locale

## A 2 : L'appui aux familles et à la parentalité

Faciliter les échanges et les interactions enfants-parents et parents-parents sur le quartier	Développer les actions dès la petite enfance
	Faire évoluer les espaces existants
	Travailler à la complémentarité des dispositifs « cafés des parents »
	Mettre en place des espaces spécifiquement dédiés aux pré-ados et ados
	Multiplier les moments de partage enfants-parents

## A 2 : Prioriser & innover

<i>Mettre en place une stratégie partenariale autour de la thématique « 1 000 premiers jours »</i>
<i>Développer le lien crèche-école maternelle</i>
<i>Organiser une réflexion opérationnelle multi-partenariale visant à la création d'espaces « enfants-parents » dédiés aux adolescents</i>
<i>Recenser et donner de la visibilité aux dispositifs dédiés à la parentalité en lien avec le référent « parentalité » de la CAF</i>
<i>Coconstruire un dispositif partenarial « café des parents » traitant de thématiques répondant à des besoins partagés par l'ensemble des acteurs</i>
<i>Expérimenter le dispositif « Promeneurs du Net » auprès des parents</i>
<i>Multiplier les moments de partage culturels et ludiques enfants-parents hors du quartier</i>



## A 2 : Exemples d'actions emblématiques

<b>Intitulé</b>	<b>Structure(s) porteuse(s) :</b>
<i>Lieu d'accueil Parents-Enfants 0-6 ans (LAEP) au Grand Grésil</i>	<i>Amicale Laïque</i>
<i>Programme de soutien à la parentalité et aux familles avec des ateliers proposés pour les 12-16 ans</i>	<i>France Addictions / CPTS du Bassin Vésulien / Villon / UDAF</i>
<i>Le café des parents</i>	<i>Collège Jacques Brel / Villon / Club de prévention / AAMI 70</i>
<i>Réunions d'information sur la parentalité</i>	<i>Amicale Laïque</i>
<i>Référente famille</i>	<i>CAF / Villon</i>
<i>Promeneurs du net</i>	<i>CAF</i>

## A 3 : La santé

<b>Faciliter l'accès aux dispositifs de soins et de prévention pour tous</b>	Rendre plus lisibles et faire connaître les dispositifs et les métiers de la santé
	Impliquer fortement la Communauté Professionnelle Territoriale de Santé (CPTS) du Bassin Vésulien dans la vie de quartier et le pilotage du Contrat de Ville
	Mobiliser les acteurs de la santé pour faciliter l'accès des jeunes aux dispositifs d'information et de prévention en santé
	Développer une synergie entre acteurs pour faciliter le repérage et la prise en charge des jeunes « invisibles »
<b>Mettre en place des actions de prévention en santé</b>	Sensibiliser sur les addictions multiples (drogues, alcool, médicaments, écrans...) par tous les canaux possibles
	Traiter de manière spécifique et préventive les questions de santé mentale chez les jeunes
	Sensibiliser les jeunes sur les questions relatives à la vie sexuelle et affective, notamment les jeunes filles
	S'appuyer sur les espaces de vie ou d'animation sociale pour vulgariser l'information et la prévention en santé
<b>Promouvoir les bonnes pratiques pour une alimentation plus saine et équilibrée</b>	Conseiller et accompagner les personnes qui veulent améliorer leur alimentation
	Sensibiliser les habitants sur les problématiques de santé (obésité, alimentation...)
	Faciliter l'accès aux circuits courts

## A 3 : Prioriser & innover

*Pérenniser et développer les petits-déjeuners pour les primaires et collèges*

*Aller vers les publics les plus éloignés du système de soin*

*Réduire les inégalités sociales et territoriales dans l'accès aux soins*

*Développer les actions de prévention en santé (addictions, alimentation, activité physique...)*

*Réaliser un diagnostic local sur le bien-être*

## A 3 : Exemples d'actions emblématiques

<b>Intitulé</b>	<b>Structure(s) porteuse(s) :</b>
<i>Inclusion par le travail des jeunes souffrant d'addiction</i>	Addiction France / ARS / D.D.E.T.S.P.P
<i>Action de recherche de médecins traitant</i>	Ville / CAV / CPTS
<i>Accès aux droits de santé et complémentaire Soutien à la création de « mon espace santé »</i>	CPTS / CPAM
<i>Déploiement infirmière en santé publique sur le quartier</i>	CPTS
<i>Forum Santé Prévention &amp; Forum des métiers de la santé</i>	CPTS / CAV / CD 70
<i>Actions sur site de prévention primaires et secondaires sur les thématiques de l'addiction</i>	CPTS
<i>Les promeneurs du Net « une présence éducative sur Internet » auprès des jeunes</i>	CAF
<i>Santé à travers le sport dans le cadre d'ateliers</i>	Espace Villon
<i>Partenariat avec le Centre de santé pour faciliter l'accès aux dispositifs de santé</i>	Secours Populaire / Croix Rouge / Associations caritatives
<i>Petits-déjeuners</i>	Collège Jacques Brel
<i>Parcours Emploi Santé</i>	France Travail / CPAM
<i>Dispositif « Education à la Sexualité »</i>	DSDEN
<i>Formation « Premiers secours en santé mentale » pour les professionnels avec un focus sur les jeunes</i>	CLS / ARS



## A 4 : L'accès aux loisirs, la culture et au sport

<b>Valoriser et rendre lisibles les actions en matière de loisirs, culture et sport</b>	Créer un document récapitulatif des structures du quartier proposant des activités culturelles et sportives
	Mettre en place un calendrier pour valoriser les journées découvertes des activités culturelles et sportives
	Promouvoir les actions mêlant sport, culture et loisirs
<b>Soutenir les initiatives culturelles des acteurs du quartier afin de diversifier l'offre</b>	Promouvoir des activités culturelles innovantes répondant aux attentes des habitants
	Favoriser la mobilité pour découvrir d'autres pratiques artistiques
	Développer les résidences d'artistes dans le quartier
	Envisager la mise en place d'un CLEA sur le quartier en 2027-2029
	Faire bénéficier les jeunes du quartier des dispositifs institutionnels d'accès à la culture tel que « la Carte avantage jeune ».
	Promouvoir et organiser des collaborations entre structures pour diversifier et renouveler l'offre culturelle
<b>Développer et encourager les activités sportives pour tous favorisant l'inclusion</b>	Développer et valoriser les journées de découverte des pratiques sportives sur le quartier
	Valoriser et développer le sport féminin
	Valoriser et développer le sport inclusif
	S'inscrire dans le dispositif « 1 000 éducateurs dans les clubs de quartiers »

## A 4 : Prioriser & innover

*Mettre en place des activités de loisirs, culturelles et sportives inclusives et mixtes en brisant les stéréotypes de genre*

*Informar de manière exhaustive sur les pratiques sportives et culturelles en développant de nouveaux canaux d'information sur le quartier*

*Promouvoir les activités culturelles dans le temps scolaire et périscolaire*

## A 4 : Exemples d'actions emblématiques

<b>Intitulé</b>	<b>Structure(s) porteuse(s) :</b>
<i>Sport inclusif</i>	<i>Cirq'Evasion</i>
<i>Classe BMX</i>	<i>Collège Jacques Brel</i>
<i>Parcours d'excellence culturelle</i>	<i>Collège Jacques Brel</i>
<i>Savoir rouler à vélo</i>	<i>Service sport / jeunesse de la ville</i>
<i>Ouverture d'ateliers de danse et de théâtre</i>	<i>Théâtre E.Feuillère/ AAMI 70</i>
<i>Mise à disposition gratuite aux 16-25 ans de la Carte avantage jeune</i>	<i>Mission Locale</i>
<i>Ateliers de découverte du sport</i>	<i>Mission Locale / Ecoles / Centre Villon</i>
<i>Pièces de théâtre sur la citoyenneté en collaboration avec les Ecoles Rêpes &amp; Picasso</i>	<i>Théâtre E.Feuillère</i>
<i>Informar et sensibiliser les clubs sportifs à l'accueil de personnes en situation de handicap</i>	<i>Contrat Local de Santé</i>

## A 5 : La citoyenneté

<b>Promouvoir les actions citoyennes</b>	Favoriser la mise en réseau des acteurs et des actions autour de la citoyenneté et mettre en place un calendrier pour les actions citoyennes
	Développer les réunions de quartier et les cafés citoyen dans le quartier
	Rapprocher les institutions républicaines (police, sapeurs-pompiers, tribunal, mairie, parlement ...) des jeunes notamment par l'organisation de visites découverte
	Mobiliser spécifiquement les jeunes sur les actions citoyennes
	Former aux premiers secours
<b>Développer le bien vivre ensemble pour tous et toutes les générations</b>	Informier et débattre autour de la mixité et de la place des femmes
	Informier et débattre autour des différences et du harcèlement et du cyberharcèlement
	Informier et débattre autour de la laïcité et des questions de religion
	Encourager la présence de médiateurs sur le quartier
<b>Faciliter l'accès aux droits</b>	Renforcer la place de la Maison France Service en multipliant les partenariats
	Faciliter le traitement des violences faites aux femmes et leur accès aux dispositifs de soutien



## A 5 : Prioriser & innover

*Privilégier les initiatives multi-partenariales en matière de citoyenneté*

*Développer et pérenniser les espaces et dispositifs destinés aux femmes*

*Organiser des actions de découverte et de sociabilisation hors quartiers*

*Proposer des actions favorisant les mixités (de genre, géographiques, culturelles...)*

*Développer la connaissance et les moments d'échange avec les institutions républicaines*

## A 5 : Exemples d'actions emblématiques

<b>Intitulé</b>	<b>Structure(s) porteuse(s) :</b>
<i>Festival de la citoyenneté</i>	Centre Villon
<i>Mise à disposition d'une juriste pour les femmes</i>	CIDFF
<i>Ateliers pour les femmes</i>	Villon / Secours populaire
<i>Conseil des enfants</i>	Amicale Laïque
<i>Intervention Infos Jeunes de Haute-Saône</i>	CIJ
<i>Accès aux droits pour les migrants</i>	AAMI 70
<i>Visite des institutions républicaines nationales et locales</i>	Club de prévention
<i>Chantiers d'insertion pour favoriser la découverte du monde du travail</i>	Club de prévention / Habitat 70
<i>Formation aux premiers secours (PSC1)</i>	Club de prévention / Mission locale
<i>Interventions multithématiques (citoyenneté, accès aux droits...)</i>	OSER
<i>Séjours en rupture avec le quotidien</i>	Club de prévention
<i>Mise à disposition de locaux associatifs sur le quartier</i>	Habitat 70 / CAV
<i>Lutte contre le cyber - harcèlement</i>	Contrat Local de Santé
<i>Promeneurs du Net</i>	CAF
<i>Café partagé 16-25 ans</i>	Mission locale

## 2) Défi B : Transitions, urbanisme et qualité de vie

Le quartier concerné par le Contrat de ville est important à l'échelle de Vesoul et de l'agglomération en termes de population (plus de 3 000 habitants). Il est historiquement composé de 2 entités, les Rêpes (et son habitat typique des années 60), le Montmarin avec son habitat de grande hauteur auquel s'ajoutera à partir de 2024, le Grand Grésil dont l'architecture se rapproche de celle du Montmarin.

Même si ces quartiers connaissent des difficultés notamment liées à un urbanisme d'un autre temps, très minéral et vertical, à la paupérisation des populations, il apparaît que la qualité de vie n'est pas trop dégradée et que les habitants y vivent plutôt bien. Il existe des commerces et des services en nombre significatif, un centre social et culturel très actif ainsi que de nombreux établissements scolaires (collèges et lycées) qui assurent une mixité certaine dans l'espace urbain. Selon l'ensemble des acteurs, il ne s'agit nullement d'une zone de non-droit. D'ailleurs, les émeutes urbaines de juillet 2023 l'ont relativement épargnée.

Demain, une des entités du quartier, Le Montmarin, va connaître de profondes transformations avec la démolition d'une tour emblématique et son remplacement par une esplanade urbaine largement végétalisée complétant la rénovation très qualitative d'une centaine de logements. Cela sera suivi d'interventions d'ampleur sur le centre commercial, les espaces urbains adjacents, ainsi que par la reconstruction d'une vingtaine de logements sociaux en lisière du quartier.

Outre l'appropriation de ces transformations par les habitants et usagers du quartier, d'autres défis restent à relever. Ainsi, il convient notamment de multiplier et de structurer des espaces végétalisés et naturels pour plus de résilience face au changement climatique, mais aussi les voies douces, à l'intérieur du quartier, entre les 3 entités et vers le centre-ville. L'une des gageures sera l'intégration du Grand Grésil (qui se situe de l'autre côté de la Nationale 19) mais aussi de la zone commerciale Kennedy qui pourrait subir des évolutions conséquentes à moyen terme.

Un environnement plus apaisé et qualitatif peut également contribuer à réduire les difficultés rencontrées aujourd'hui en termes de sécurité, d'usages problématique des voiries et de propreté sur certains secteurs malgré les efforts du bailleur et des collectivités. Cela permettra de conserver des populations qui sont tentées de partir du quartier, d'accroître la qualité de vie des habitants, et notamment des plus âgés dont le nombre augmente. A l'autre bout de la pyramide des âges, les enfants du quartier et les près de 2 000 élèves se verront également impactés par ces changements, et ce sera également l'occasion pour eux de s'impliquer et de participer activement aux mutations du quartier !



## B 1 : Le projet de renouvellement urbain au service des usagers du quartier

<b>Consolider et partager le projet de renouvellement urbain</b>	Présenter et vulgariser le projet dans des lieux stratégiques
	Poursuivre le travail de mémoire et de commémoration
<b>Accompagner les phases de chantier</b>	Anticiper les difficultés du quotidien engendrées par les chantiers avec l'organisation de réunions d'information à destination des habitants
	S'appuyer sur la démolition de la Tour 2 et la création de « l'Esplanade » pour associer les habitants au PRU, les élèves et le conseil citoyen
	Veiller à l'application de la clause d'insertion sur les chantiers du NPNRU
<b>Accompagner les habitants dans les démarches d'économie d'énergie</b>	Traduire les travaux en économies d'énergie dans les immeubles réhabilités en informant les habitants
	Aider les habitants à réduire leur facture énergétique au quotidien
<b>Faire du quartier un lieu de vie agréable et convivial pour les personnes âgées</b>	Veiller spécifiquement à la sécurité des seniors et à l'accessibilité des équipements
	Proposer des lieux et des actions intergénérationnelles visant à renforcer le lien social et à rompre la solitude
<b>Visiter les quartiers autrement</b>	Permettre une déambulation ludique ou sportive par l'installation de parcours sportifs sur les nouveaux espaces publics
	Valoriser le quartier grâce à la fresque Jacques Brel (visible de la N19, l'axe Paris-Belfort) symbole de Vesoul
	Découvrir et valoriser l'architecture et les espaces urbains sur les 3 entités du quartier



## B 1 : Prioriser & innover

*Réhabiliter le Centre commercial Humbaire-Vôge*

*Profiter du chantier pour aider les habitants à s'approprier le projet du NPNRU*

*Faire de l'ensemble des élèves des acteurs et des ambassadeurs des transformations du quartier*

*Faire du quartier réhabilité un espace attractif pour les habitants de l'agglomération*

## B 1 : Exemples d'actions emblématiques

<b>Intitulé</b>	<b>Structure(s) porteuse(s) :</b>
Acquisition de cellules commerciales Place Humbaire-Vôge	CAV
« Je rêve le Montmarin de demain » au Villon	CAUE / Belin
Appels de convivialité pour les seniors	Habitat 70
Film sur la mémoire du quartier	Villon
Travaux de réhabilitation des logements	Habitat 70
Mise en place d'une clause d'insertion pour les travaux du NPNRU	CAV / Habitat 70

## B 2 : La sécurité

<b>Assurer la sécurité des personnes et des biens</b>	Aménager le quartier pour plus de sureté dans le cadre d'échanges avec le Délégué à la Sécurité Publique et les habitants
	Faire des Forces de l'ordre, sapeurs-pompiers...des partenaires du Contrat de Ville
	Lutter contre la délinquance et les incivilités dans et autour des immeubles
	Prendre en compte les problématiques et attentes spécifiques en matière de sécurité des seniors
<b>S'investir en matière de sécurité routière sur les voies douces et les routes</b>	Travailler la prévention auprès des scolaires et des parents en ciblant prioritairement les zones accidentogènes (abords des collèges, lycées, écoles...)
	Aménager et informer en sécurisant les arrivées et les départs des bus autour des établissements scolaires
	Relier de manière qualitative les 3 quartiers et particulièrement le Grand Grésil par des voies douces
	Prendre en compte les problématiques et attentes spécifiques en matière de sécurité routière des personnes à mobilité réduite

## B 2 : Prioriser & innover

<i>Avoir un retour et une évaluation sur les usages et incivilités suite à la restructuration du quartier</i>
<i>Planter des caméras de vidéo-surveillance sur le cœur de quartier restructuré</i>
<i>Accroître le nombre de gardiens d'immeubles sur le quartier</i>
<i>Accroître les temps d'échange et de médiation</i>
<i>Développer les actions relatives à la sécurité routière au sein des établissements scolaires</i>
<i>Créer des voies douces sécurisées au sein du quartier et vers le centre-ville</i>

## B 2 : Exemples d'actions emblématiques

<b>Intitulé</b>	<b>Structure(s) porteuse(s) :</b>
<i>Renforcer la présence du personnel de proximité</i>	<i>Habitat 70</i>
<i>Création de quais de stationnement sécurisés pour les bus Rue Biankouma-Sipilou</i>	<i>Ville de Vesoul</i>
<i>Actions Savoir Rouler à Vélo dans les écoles</i>	<i>Ville de Vesoul</i>



## B 3 : La renaturation

<b>Faire des nouveaux espaces renaturés des lieux de partage</b>	Mobiliser les habitants, les jeunes, les enfants, le lycée agricole et l'IME sur l'entretien de ces espaces
	Mettre en œuvre des actions d'information ou festives pour valoriser ces lieux
	Créer un jardin familial pédagogique
<b>Promouvoir la petite agriculture urbaine et une alimentation saine</b>	Créer des jardins familiaux et des espaces de culture partagés (bacs...)
	Initier les enfants et les jeunes aux bonnes pratiques

## B 3 : Prioriser & innover

<i>Créer une dynamique autour de la renaturation du quartier et des espaces de culture</i>
<i>Travailler sur l'alimentation en s'appuyant sur les actions en faveur de l'agriculture urbaine</i>
<i>Mettre en œuvre des chantiers éducatifs pour les jeunes autour de la thématique de l'agriculture urbaine</i>

## B 3 : Exemples d'actions emblématiques

<b>Intitulé</b>	<b>Structure(s) porteuse(s) :</b>
<i>Création de jardins familiaux aux Rêpes</i>	<i>CAV / Habitat 70</i>
<i>Installation de bacs à aromates rue Belin</i>	<i>Habitat 70</i>
<i>Potagers à l'école Picasso</i>	<i>LEGPA / CAV / Ecole Picasso</i>
<i>Fleurissement des halls et du quartier</i>	<i>Habitat 70</i>

## B 4 : La propreté

Améliorer les équipements et le tri	Mettre en place des sites de dépôts et de tri exemplaires dans le projet de renouvellement urbain
	Sensibiliser et informer les habitants et les plus jeunes dans les écoles et collèges sur le tri
	Relayer et booster les initiatives du Sytevom sur le quartier
Changer certains comportements	Limiter les dépôts sauvages en informant et sanctionnant
	Informar pour moins générer de déchets
Limiter la fréquence des actions curatives en matière de propreté	Réduire les actions de sur-entretien sur les bâtiments dans le cadre de l'exonération de TFPB
	Informar et former l'ensemble des habitants sur les questions d'hygiène et de propreté
	Organiser des opérations de nettoyage citoyen

## B 4 : Prioriser & innover

<i>Mettre en place des actions de sensibilisation des habitants (adultes, adolescents et enfants)</i>
<i>Faire des enfants et des élèves du quartier des ambassadeurs en matière de propreté</i>
<i>Finaliser le plan de modernisation des espaces de collecte sur l'ensemble du quartier</i>
<i>Diminuer le sur-entretien</i>

## B 4 : Exemples d'actions emblématiques

<b>Intitulé</b>	<b>Structure(s) porteuse(s) :</b>
<i>Interventions spécifiques hebdomadaires ou bi-hebdomadaires pour le ramassage des encombrants et des détrit</i>	<i>Habitat 70</i>
<i>Plan de modernisation de l'éclairage public</i>	<i>CAV</i>
<i>Amélioration de l'éclairage dans les halls</i>	<i>Habitat 70</i>
<i>Sensibilisation au tri sélectif</i>	<i>Habitat 70</i>
<i>Sur-entretien des pieds d'immeubles et des cages d'escaliers sensible</i>	<i>Habitat 70</i>
<i>Action Propreté sur le quartier</i>	<i>Club de prévention / Centre Villon</i>



### 3) Défi C : Insertion et emploi

Dans le quartier, la moitié à peine de la population dispose de revenus d'activité et la même proportion vit sous le seuil de pauvreté. Le faible taux d'emploi, ainsi que le chômage touchent particulièrement les femmes et les jeunes (environ le double que sur le reste de la Communauté d'Agglomération). Par ailleurs, un cinquième de la population bénéficie de l'AAH.

L'ensemble de ces phénomènes donnent une connotation assez négative en termes d'insertion et d'emploi sur le quartier. Cela a certainement un lien avec le fait que 52% des plus de 15 ans du quartier n'ont aucun diplôme, alors que le taux d'illettrisme et d'illectronisme s'avère plus important que dans le reste de l'agglomération.

D'autre part, il est constaté un fort taux de déqualification pour les bacs + 2 traduisant les difficultés des diplômés à trouver des postes en adéquation avec leurs compétences. De manière plus large, cela questionne sur la faiblesse du réseau professionnel dont disposent les habitants du quartier et pour s'ouvrir de nouveaux horizons. De même, si des entreprises sont créées par des habitants du quartier leur développement voire leur pérennité s'avère souvent délicate.

Souvent traité de manière insuffisante dans les dispositifs « Politique de la Ville » précédents, cette thématique fera l'objet d'une démarche volontariste et résolue de la collectivité.

## C 1 : Les freins à l'entrée ou à la reprise de l'emploi

<b>Agir pour une meilleure formation et valoriser les compétences acquises</b>	Faire reculer l'illettrisme et l'illectronisme par le biais d'atelier ou de formation
	Développer et valoriser les formations alternatives et innovantes pour les jeunes et les adultes
	Développer la VAE et l'équivalence des diplômes
	Valoriser l'offre de formation disponible
	Coordonner et pérenniser les actions en matière d'apprentissage du français
<b>Aider les personnes à lever les freins à l'emploi</b>	Rendre lisible et complémentaire l'ensemble des offres de mobilité existant sur le territoire
	Adapter les horaires de travail et développer des solutions de crèches pour les mono-parents
	Soutenir les dispositifs ciblant les personnes très éloignées de l'emploi dans les chantiers d'insertion
	Réfléchir à des modalités de recrutement moins formalisées et novatrices
	Assurer des conditions d'hébergement décentes pour les personnes (internat, colocation...)

## C 1 : Prioriser & innover

<i>Lever les freins périphériques relatifs à l'emploi féminin</i>
<i>Rendre lisible pour mieux mobiliser l'offre de formation et développer de nouveaux outils</i>
<i>Rendre lisibles les offres de mobilité adaptées à chacun</i>
<i>Développer la VAE</i>
<i>Accompagner les bénéficiaires du RSA issus du quartier dans le cadre du Contrat d'Engagement Réciproque</i>

## C 1 : Exemples d'actions emblématiques

<b>Intitulé</b>	<b>Structure(s) porteuse(s) :</b>
Apprentissage du français sur objectif spécifique pour les Primo-arrivants	AAMI 70 / Mission Locale
Le village de solutions	AFPA
VAE des primo-arrivants	AFPA
Promo 16-18 ans	AFPA / Mission Locale
Le management et le recrutement intergénérationnel, l'illettrisme, le lien école-entreprise – l'inclusion au travail, RSE	Le club les entreprises s'engagent
Regards sur l'insertion par l'emploi	Insertion 70 / Mission Locale
Adaptation des horaires de travail	FRIPLAV
Ouverture vers les habitants du quartier de l'APP du CFPPA	LEGTA
Insertion des jeunes suivis par le SPIP dans le cadre de projets individualisés	Association d'insertion Noveo
Offre de transports en commun à la demande en horaires décalés	MOOVA
Aides au permis de conduire	CD 70 / Région BFC / France Travail / Secours populaire / Club de prévention / Mission Locale
Plate-forme Proxygène de recensement des offres de mobilité	CD 70 / Région BFC / CMA
Partenariat Crèche	CAF / Familles Rurales : dispositif A Vocation d'Insertion Professionnelle
Chantiers d'insertion	Club de prévention + H 70
Dispositifs inclusifs pour les personnes handicapées	AHSSEA / Mission Locale
Accompagnement socio-professionnel des jeunes « Contrat Engagement Jeune » et « PACEA »	France Travail / Mission Locale
Dispositif d'Accompagnement Individualisé des Jeunes	France Travail
Mobilisation de l'offre de formation avec le dispositif EMFOR	France Travail / Région
8-10 Emplois francs sur le quartier	France Travail
Méthode de recrutement par simulation et détection de potentiel	France Travail
Etude d'implantation d'une Ecole de la 2 <sup>ème</sup> Chance en Haute-Saône	Etat (DDETSPP)



## C 2 : Une meilleure exploitation du réseau professionnel

Impliquer des personnes ressources extérieures dans le quartier	Mettre en place des actions de tutorat et de mentorat
	Valoriser les parcours de référence de personnes issues des quartiers
Valoriser les habitants du quartier auprès des entreprises	Renforcer les moments d'échange entre les entreprises et les personnes (actives ou en recherche d'emploi) du quartier pour les aider à créer un réseau
	Valoriser les talents professionnels des habitants du quartier auprès des entreprises et promouvoir une main d'œuvre parfois atypique
	Renforcer les liens établissements scolaires / entreprises

## C 2 : Prioriser & innover

<i>Organiser des forums des métiers et des compétences avec mobilisation des habitants</i>
<i>Mettre en valeur des compétences et qualités professionnelles des habitants des quartiers</i>
<i>Casser les codes pour recruter autrement (ex : Recrute ton boss / Du stade vers l'emploi)</i>
<i>Développement et renouvellement du mentorat ou du tutorat</i>
<i>Mobiliser les réseaux pour aider les jeunes du quartier à trouver des stages</i>
<i>Lutter contre la déqualification</i>

## C 2 : Exemples d'actions emblématiques

<b>Intitulé</b>	<b>Structure(s) porteuse(s) :</b>
<i>Valorisations des parcours des primo-arrivants</i>	<i>AAMI 70</i>
<i>Partenariat avec les agences d'intérim</i>	<i>AAMI 70</i>
<i>Scolarisation des mineurs non-accompagnés</i>	<i>AHSSEA</i>
<i>Marathon des métiers</i>	<i>LEGTA</i>
<i>Actions de parrainage</i>	<i>Initiatives Haute-Saône / CMA / Association Nos Quartiers ont du Talent</i>
<i>Forum « job dating »</i>	<i>Centre Villon</i>
<i>Café CV</i>	<i>Mission Locale</i>
<i>Sensibilisation des DRH</i>	<i>Clubs RH : Les entreprises s'engagent</i>
<i>Dispositif Période de Mise en Situation Professionnelle</i>	<i>France Travail</i>
<i>Prestation « Offre de services » Bac Pro</i>	<i>France Travail / Lycées Professionnel</i>
<i>Parrainage de jeunes par des fonctionnaires publics</i>	<i>Préfecture / DDETSPP</i>

### C 3 : Les 15-24 ans sans travail et/ou sans diplôme

<b>Repérer et accompagner les 15-24 ans sans travail et/ou sans diplôme</b>	Mettre en place un dispositif partenarial de repérage des invisibles * pour faciliter le contact avec eux
	Construire un projet centré sur le jeune pour le rendre acteur de celui-ci
	Travailler à l'articulation école / entreprise en encourageant des expérimentations inter - partenariales pour repérer les décrocheurs
<b>Mettre en place des actions « sas » avant l'entrée en emploi</b>	Développer les actions d'insertion par le travail
	Donner aux jeunes les codes et les prérequis pour devenir employable
	Mobiliser les réseaux pour proposer des stages de découverte
	Proposer des emplois adaptés à la spécificité des publics

\* invisibles : non inclus dans les dispositifs de suivis institutionnels



### C 3 : Prioriser & innover

*Multiplier les expériences en entreprises dans un cadre éducatif adapté*

*Renforcer et rendre lisibles les dispositifs partenariaux de repérage et d'accompagnement des  
« invisibles »*

*Favoriser les échanges d'informations entre partenaires*

*Développement des formations préalables à l'entrée en emploi et de définition d'un projet professionnel*

### C 3 : Exemples d'actions emblématiques

<b>Intitulé</b>	<b>Structure(s) porteuse(s) :</b>
<i>Dispositifs de repérage pour les décrocheurs</i>	<i>Mission Locale / France Travail / Lycée Pontarcher</i>
<i>Repérage des « invisibles » en milieu rural</i>	<i>Club de prévention / Adulte relais</i>
<i>Plate-forme de soutien et d'appui aux décrocheurs</i>	<i>DSDEN / CIO / Mission Locale</i>
<i>Ateliers techniques recherche d'emploi</i>	<i>Mission Locale</i>
<i>Dispositif Parcours Emploi Compétences</i>	<i>France Travail / Mission Locale</i>

## C 4 : Les entrepreneur(se)s au sein du quartier

Informier et faire connaître les structures d'accompagnement	Communiquer sur l'offre des chambres consulaires et des acteurs publics
	Proposer le mentorat et le tutorat pour les entrepreneurs qui le souhaitent
Inciter à la création d'entreprises au sein du quartier	Promouvoir les dispositifs d'aide spécifiques tel que le contrat CAPE
	Faciliter l'accès au foncier immobilier sur le quartier ou à proximité immédiate pour les entrepreneurs
Valoriser les structures d'insertion au sein du quartier	Faire des associations du quartier des leviers d'insertion en aidant à leur pérennisation
	Veiller au recrutement des personnes du quartier sur les chantiers d'insertion

## C 4 : Prioriser & innover

<i>Recenser et donner de la lisibilité aux dispositifs d'accompagnement des entrepreneurs</i>
<i>Développer les dispositifs d'accompagnement spécifiques dans les quartiers</i>
<i>Développement de l'accès au mentorat et tutorat</i>
<i>Suivre l'application de la clause d'insertion sur les chantiers des espaces publics relatifs et de logements du projet de renouvellement urbain sur le quartier.</i>

## C 4 : Exemples d'actions emblématiques

<i><b>Intitulé</b></i>	<i><b>Structure(s) porteuse(s) :</b></i>
<i>Déblocage de micro-crédits</i>	<i>ADIE</i>
<i>Prêt d'honneur à taux zéro</i>	<i>Initiative Haute-Saône / France Active</i>
<i>Actions de mentorat, de tutorat, de coaching</i>	<i>Les Entreprises s'engagent / Club des créateurs et des jeunes entreprises (CCI)</i>
<i>Sensibilisation à la création d'entreprises</i>	<i>CCI / Lycée Pontarcher / CMA</i>
<i>Dispositif d'accompagnement des porteurs de projet sur site et/ou mobile</i>	<i>BGE / CCI / Cap Emploi / CMA</i>
<i>Accompagnement des publics reconnus « travailleurs handicapés » (AGEFIPH)</i>	<i>BGE</i>
<i>Dispositif CitésLab à Besançon (Planoise)</i>	<i>BGE</i>
<i>Dispositif « nos quartiers ont du talent »</i>	<i>Association « Nos Quartiers ont du Talent » / ANCT / France Travail</i>
<i>Stages de création d'entreprises</i>	<i>CMA</i>
<i>Forum biannuel « Création d'entreprises »</i>	<i>France Travail</i>



### VII) Les contributions des partenaires :

Le partenariat est essentiel à la bonne réussite du Contrat de Ville. Dans la logique d'une phase d'élaboration partagée, il a été demandé à l'ensemble des signataires de proposer une contribution écrite permettant de mieux évaluer les enjeux et les moyens mis à disposition afin de mener à bien les actions sur les quartiers des Rêpes-Montmarin et du Grand Grésil pour la période 2024-2030.

### L'Etat

Conformément aux orientations fixées par le courrier du Ministre en charge de la ville du 3 avril 2023, les nouveaux contrats de ville comporteront un socle consacré à des thématiques transversales et une partie dédiée aux projets spécifiques à chaque quartier, construite avec l'ensemble des acteurs locaux (habitants, élus, associations, bailleurs, acteurs publics et privés). Les contrats de ville 2024-2030 seront donc organisés suivant 3 grandes priorités à décliner localement :

- Jeunesse et parentalité,
- Rénovation urbaine, transitions et qualité de vie,
- Insertion et emploi,

Les réponses à apporter aux enjeux locaux doivent pouvoir s'appuyer sur les différents dispositifs de la politique de la ville existants. La stratégie définie en réponse à ces enjeux précisera l'articulation entre ces différents dispositifs, en identifiant les acteurs et leviers à mobiliser à chaque échelle territoriale, et en incluant l'ensemble des partenaires publics et privés susceptibles d'apporter leur contribution. Cette stratégie intégrera également un volet investissement. Celui-ci prévoira notamment les modalités de soutien aux projets identifiés par les habitants lors des concertations et portés notamment par les collectivités territoriales et leurs groupements, mais également par des acteurs publics ou privés. Ces projets seront intégrés à la stratégie portée par le contrat de ville et financés via la mobilisation des dotations de l'Etat (dotation politique de la ville, dotation de soutien à l'investissement local, fonds vert), de ses opérateurs (ANAH, ANCT, ADEME, etc.), de la Banque des territoires, des collectivités territoriales et de leurs groupements, ainsi que des bailleurs sociaux et des investisseurs privés.

La coordination de l'ensemble des actions déployées devra garantir la complémentarité entre la mobilisation renforcée des politiques sectorielles et celle des dispositifs et actions soutenues par les crédits du programme 147. Une articulation renforcée sera assurée, via le contrat de ville, entre les moyens mobilisés dans le champ de la politique de la ville, et ceux portés dans le cadre des autres politiques publiques, à la fois celles de l'Etat et de ses opérateurs (ANRU, ANAH...) et celles des collectivités territoriales et de leurs groupements. En particulier, il conviendra de veiller à l'articulation réciproque des objectifs des contrats de ville et des contrats de relance et de transition écologique (CRTE) selon des modalités à définir localement.

L'articulation entre la politique de la ville et les stratégies nationales portées par le Gouvernement apparaît d'autant plus essentielle que nombre d'entre elles ont aujourd'hui pour objet de renforcer la coordination des interventions publiques, dans une logique de parcours, au bénéfice notamment des publics confrontés à des difficultés systémiques. Il sera utile de renforcer les synergies engagées suite à la réforme de l'organisation territoriale de l'Etat (OTE) et la création des DREEETS et DDETS entre la politique de la ville, la politique de lutte contre la pauvreté et les politiques de développement économique, d'accès et de retour à l'emploi en particulier dans le cadre de la déclinaison territoriale de France Travail.



## L'Éducation Nationale

**« L'éducation est la première priorité nationale. Le service public de l'éducation est conçu et organisé en fonction des élèves et des étudiants. Il contribue à l'égalité des chances et à lutter contre les inégalités sociales et territoriales en matière de réussite scolaire et éducative.**

*Il reconnaît que tous les enfants partagent la capacité d'apprendre et de progresser. Il veille à la scolarisation inclusive de tous les enfants, sans aucune distinction. Il veille également à la mixité sociale des publics scolarisés au sein des établissements d'enseignement. Pour garantir la réussite de tous, l'école se construit avec la participation des parents, quelle que soit leur origine sociale. Elle s'enrichit et se conforte par le dialogue et la coopération entre tous les acteurs de la communauté éducative. »*

**Pour garantir ce droit dans le respect de l'égalité des chances, des aides sont attribuées aux élèves et aux étudiants selon leurs ressources et leurs mérites. La répartition des moyens du service public de l'éducation tient compte des différences de situation, notamment en matière économique, territoriale et sociale. »** [Article L111-1 Modifié par LOI n°2021-1109 du 24 août 2021 - art. 58](#)

La contribution de l'éducation nationale à la politique de la ville est déclinée dans le contrat de ville. Elle s'appuie sur les priorités fixées au niveau ministériel, académique, et départemental.

Ainsi, les objectifs scolaires du Réseau d'Éducation prioritaire Jacques Brel sont définis dans le contrat signé entre l'IA-DASEN et l'inspectrice de l'éducation nationale et la cheffe d'établissement, pilotes de réseau.

**Un seul objectif est poursuivi : améliorer la réussite scolaire des élèves** en appui sur le référentiel de l'éducation prioritaire qui établit six priorités :

1. Garantir l'acquisition du « lire, écrire, parler » et enseigner plus explicitement les compétences que l'école requiert pour assurer la maîtrise du socle commun,
2. Conforter une école bienveillante et exigeante,
3. Mettre en place une école qui coopère utilement avec les parents et les partenaires pour la réussite scolaire,
4. Favoriser le travail collectif de l'équipe éducative,
5. Accueillir, accompagner, soutenir et former les personnels,
6. Renforcer le pilotage et l'animation des réseaux.



Le projet 2024-2027 de l'académie de Besançon dans lequel s'intègrent tous les autres projets se déploie en quatre axes :

- Une académie durablement engagée pour **accompagner chaque élève** dans son parcours de réussite,
- Une académie durablement engagée pour **une école ambitieuse**, tournée vers le futur,
- Une académie durablement engagée pour construire **une école émancipatrice au service de l'humain**,
- Une académie durablement engagée pour **une école qui protège et qui épanouit**.

**Le projet académique nous donne le cap en fixant comme piliers : l'équité, l'ambition et le respect.**

Il s'agit de **garantir à chaque élève de trouver des opportunités égales**, de favoriser les parcours où chacun peut s'épanouir, indépendamment de ses origines sociales, d'encourager les élèves à **poursuivre des projets qu'ils n'auraient peut-être pas imaginés**.

*« Le respect est le fondement de la communauté éducative. L'académie prône un environnement où chaque individu, quel que soit son rôle, est respecté pour sa singularité. L'éducation dispensée repose sur la considération mutuelle, favorisant ainsi **un climat d'apprentissage harmonieux**. »*

### France Travail

La politique de la ville est une politique de cohésion urbaine et de solidarité, envers les quartiers défavorisés et leurs habitants. C'est ainsi que France Travail Vesoul s'attachera dans « Engagements Quartier 2030 », à accompagner, de 2024 à 2027, les publics des quartiers prioritaires inscrits, afin de faciliter leur retour à l'emploi durable et de satisfaire les besoins en recrutement des entreprises.

Les actions porteront principalement sur les axes suivants du contrat de ville :

- L'accompagnement des jeunes tout au long de leur scolarité, en lien avec les lycées professionnels du territoire,
- Les freins à l'entrée ou à la reprise de l'emploi,
- Une meilleure exploitation du réseau professionnel,
- Les 15-24 ans sans travail et/ou sans diplôme,
- Les entrepreneur(se)s au sein du quartier.

Un partenariat renforcé entre les acteurs du Réseau Pour l'Emploi permettra de faire bénéficier les demandeurs d'emploi issus du Quartier Prioritaire de la Ville de l'ensemble des offres de service et moyens associés.

### La Caisse d'Allocations Familiales

La Branche Famille a la charge du service des prestations légales et de l'action sociale familiale qui s'adresse principalement aux familles allocataires. Les orientations de l'action sociale familiale des Caf s'inscrivent dans la convention d'objectif et de gestion signée entre la Cnaf et l'Etat et au niveau local, dans un contrat pluriannuel de gestion signé entre la Cnaf et chaque Caf arrêté par le conseil d'administration. Elles se situent dans la continuité des principes fondateurs de l'action sociale institutionnelle, tout en engageant les évolutions adaptées aux besoins des familles et proches de leur cadre de vie.

La politique de la Ville a pour but de réduire les écarts de développement au sein des villes. Elle vise à restaurer l'égalité républicaine dans les quartiers les plus pauvres et à améliorer les conditions de vie de leurs habitants, qui subissent un chômage et un décrochage scolaire plus élevés qu'ailleurs, ceci sur l'ensemble du territoire, et des difficultés d'accès aux services et aux soins, notamment.

La géographie prioritaire de la politique de la ville est prise en compte dans la priorisation des projets par les Caf. Les enjeux de rééquilibrage territorial, d'accès aux droits et aux services, de soutien aux familles et de renforcement des liens de proximité trouvent tout leur sens dans les actions soutenues sur ces territoires.

Le déploiement du Service public de la petite enfance (Sppe) constitue un enjeu prioritaire car il participe du soutien aux enfants comme à l'insertion de leurs parents. **L'action des structures d'animation de la vie sociale** est une priorité qui doit également être portée localement. C'est pourquoi plusieurs dispositifs nationaux permettent une majoration des engagements financiers des Caf dans les quartiers Politiques de la Ville. C'est notamment le cas pour :

- Les aides à l'investissement nationales en matière de petite enfance. Les Caf attribuent des aides à l'investissement majorées pour tout projet d'Eaje Psu s'implantant en quartier politique de la ville,
- Les aides au fonctionnement sont majorées sous forme du Bonus territoire attribué aux Eaje Psu,
- L'axe 5 du fonds « publics et territoires » (Fpt) soutient des projets « sur mesure » au plus près des besoins des publics et des territoires. La souplesse de sa mise en œuvre constitue un levier particulièrement adapté dans le cadre de la politique de la ville.



La Caf de la Haute-Saône soutient le développement équilibré de places d'accueil, d'équipements et services collectifs sur les territoires, et notamment ceux où les besoins ne sont pas encore couverts. Elle s'appuie notamment sur le SDSF (Schéma Départemental des Services aux Familles), sur la dynamique des **Conventions Territoriales Globales** signées avec les collectivités territoriales et sur des aides à l'investissement et à l'équipement dont le cadrage est fixé dans le « guide des aides aux partenaires » voté par le Conseil d'Administration de la Caf.

L'engagement de la Caf de la Haute-Saône est de poursuivre le développement des services attentionnés tout au long des parcours de vie :

- Répondre aux besoins d'accueil diversifiés des jeunes enfants et de leur famille dans le cadre du service public de la petite enfance,
- Réduire les inégalités d'accès des enfants aux activités péri et extrascolaires pour favoriser la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle et l'épanouissement des enfants,
- Favoriser l'autonomie et l'accès aux droits des adolescents et des jeunes adultes,
- Soutenir les parents, en couple, seuls ou séparés, dans l'exercice de leur parentalité de la naissance à l'adolescence,
- Favoriser l'accès et le maintien dans le logement notamment des allocataires les plus fragiles,
- Renforcer la solidarité par le soutien aux politiques d'insertion, d'autonomie et de handicap, en lien avec les partenaires.

## Axe du contrat de ville : Jeunesse et Parentalité

### Résumé de l'intervention :

Service porteur	Le Service Action Sociale Partenariale de la Caisse d'Allocation Familiale de la Haute-Saône.
Objet des actions soutenues	Les actions « Politique de la ville » en lien avec les priorités fixées annuellement par la Caf concernant notamment l'accueil des enfants et des jeunes, le soutien à la parentalité et l'animation de la vie sociale locale.
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Favoriser les actions de soutien des parents dans l'éducation de leurs enfants, notamment en direction des adolescents et jeunes adultes ;</li> <li>- Soutenir les actions favorisant la participation des jeunes ;</li> <li>- Soutenir les actions d'animation de la vie sociale locale (sauf si l'action est déjà financée par un dispositif spécifique Caf) ;</li> <li>- Prévenir la radicalisation et s'engager en faveur des valeurs de la république (droit commun).</li> </ul>
Éléments d'engagements	La Caf s'engage à soutenir financièrement les actions relatives à la politique de la ville sur les territoires concernés dans le cadre d'une enveloppe globale annuelle en lien avec ses priorités d'intervention, après examen des dossiers par la commission compétente et sous réserve du vote du conseil d'administration.
Indicateurs	Evaluation des actions réalisées sur la base des projets et bilans fournis (dossiers).

## La Région Bourgogne-Franche-Comté

La Région est cheffe de file en matière d'aménagement et de développement durable du territoire. Son action doit permettre à chaque territoire de se développer et de s'aménager durablement, afin que chaque habitant puisse vivre dignement dans son territoire.

Dans cet esprit, la Région accompagne les quartiers politique de la ville, aussi bien sur le volet humain qu'urbain. C'est un axe essentiel de la politique de différenciation de la région destinée à soutenir plus, ceux qui ont moins. Les thématiques prioritaires d'intervention de la région sont en cohérence avec ses grands enjeux régionaux (compétences, priorités) :

- Favoriser l'accès à la formation, l'insertion professionnelle et l'entrepreneuriat,
- Accroître l'attractivité des quartiers par l'amélioration du cadre de vie et du parc de logements, par le soutien au développement économique et commercial et par l'accompagnement des actions favorisant la création de lien social,
- Améliorer les conditions de vie des habitants du quartier en accélérant la transition écologique et énergétique par le soutien aux actions de sobriété et d'efficacité énergétique, de développement durable et de protection de l'environnement et en promouvant les actions de santé environnement,

La région mobilisera prioritairement ses financements de droit commun (économie sociale et solidaire, culture, sport, transition énergétique) et spécifiques (en cohérence avec son plan de mandat) pour soutenir les actions proposées au contrat de ville au regard de ses orientations stratégiques. Elle pourra également mobiliser les fonds européens dans le cadre du PO FEDER – FSE+.

Les modalités d'engagement de la région sont précisées et déclinées dans ses dispositifs d'intervention.



### Le Conseil départemental de Haute-Saône

Signataire des contrats de ville aux côtés de l'Etat, le Département a souhaité conclure des accords spécifiques avec les villes éligibles pour valoriser sa participation dans la politique de réduction des inégalités.

L'échelon local est, à l'évidence, le lieu d'inscription des politiques de lutte contre les inégalités au sein même de son territoire. Par ses missions d'action sociale de proximité, de prévention de la délinquance ou de coordination de l'action sociale locale, il dispose des outils nécessaires à l'établissement d'un diagnostic et à l'élaboration de projets de solidarité concertés entre les différents acteurs.

Les compétences du Département s'exercent sur tout le territoire départemental. Cependant, une attention particulière est portée de longue date sur les quartiers sensibles, notamment par l'installation ou le renforcement de services publics à vocation sociale :

- Implantation permanente d'un centre médico-social aux environs immédiats du quartier offrant ainsi un service public de proximité aux habitants et favorisant le mixage des populations par la venue de publics issus d'autres quartiers,
- Renforcement des personnels sociaux et médico-sociaux affectés au quartier sensible,
- Dotation au centre socioculturel du quartier de moyens particuliers destinés à des actions de prévention auprès de jeunes de 12 à 20 ans,
- Financement d'équipes de prévention spécialisée dont la présence sur le terrain participe à la protection de l'enfance et à la prévention de la délinquance.

Enfin, les travailleurs sociaux du Département et leurs responsables d'équipe constituent un appui à la commune et aux acteurs locaux pour la mise en œuvre et le suivi des actions.

Au-delà de ses compétences légales et des dispositifs de droit commun relatif aux compétences du Département, le Conseil départemental affirme sa volonté de soutenir les actions de proximité sur le quartier précité et une enveloppe spécifique sera réservée pour les actions qui seront proposées par les villes pour leur participation sur les thématiques suivantes :

- **Favoriser l'insertion sociale et socio-professionnelle** des habitants du quartier dans un objectif de développement personnel, de création de lien social et de préalable à l'insertion professionnelle,
- **Favoriser les activités à vocation éducative des enfants**, adolescents et jeunes adultes et **conforter le rôle des parents** auprès de leurs enfants afin de renforcer leurs capacités éducatives et la reconnaissance de leur place de parents.

### Habitat 70

L'intervention d'Habitat 70, bailleur social unique du quartier et partenaire essentiel en matière de Politique de la Ville se décline suivant 2 axes principaux :

- Le cadre de vie et le renouvellement urbain,
- La qualité de service,

#### Cadre de vie et renouvellement urbain

Les orientations patrimoniales, telles qu'elles avaient été décrites dans le précédent contrat de ville, ont largement été traduites en programmes opérationnels. Une deuxième opération de renouvellement urbain a été entérinée et les travaux ont été entamés dès 2023 sur le quartier. Celle-ci comprend la création de 24 logements, en limite nord du quartier, qui viendra compléter l'offre actuelle.

Cette opération de renouvellement urbain se poursuivra dans les années prochaines par la réhabilitation des derniers bâtiments n'ayant pas fait l'objet de réhabilitation au **Montmarin** : le Cours Villon et le bâtiment situé cours Malherbe. Ainsi, l'ensemble du quartier aura fait l'objet de travaux d'isolation permettant d'atteindre le niveau BBC rénovation.

En parallèle, Habitat 70 s'est engagé dans la réhabilitation globale de l'ensemble des bâtiments du **Grand-Grésil**. Cela permettra d'offrir une offre équivalente sur ce quartier et de ne pas avoir de déséquilibre entre les deux quartiers. L'ensemble de ce patrimoine sera lui aussi réhabilité au niveau BBC rénovation. Cette démarche a d'autant plus de sens que le quartier du Grand-Grésil vient d'être intégré au périmètre QPV.

Il restera à prolonger ces interventions techniques sur le quartier des **Rêpes** afin de traiter les derniers bâtiments collectifs restant à isoler et surtout le parc de logements individuels. Il s'agira de traiter spécifiquement le volet énergétique afin d'amener ces bâtiments vers la classe D ou C.

Le projet de réseau de chaleur urbain, intégrant un périmètre plus large que celui du parc locatif social, est aujourd'hui porté par la Ville de Vesoul. Une convention de concession de délégation de service public entre la ville et la SPL Territoires 70 a été signée. Après mise en concurrence par appel d'offre et attribution du marché de conception-réalisation, l'opération est aujourd'hui en phase de préparation de chantier. Le raccordement des bâtiments d'Habitat 70 sur ce réseau de chaleur biomasse fait partie de la stratégie de décarbonation de l'organisme.

La dé-densification du quartier du Montmarin avec la démolition des immeubles du 2 et 7 -11 cours Montaigne est une des orientations à plus long terme. Le foncier libéré pourra permettre de créer des espaces publics qualitatifs et de développer une offre nouvelle, à l'image des immeubles reconstruits sur site, rue Blaise Pascal, lors de la première Opération de Renouvellement Urbain.



### Qualité de service

Un plan d'action visant à redéployer des gardiens est en cours de réalisation. Ce déploiement concernera tous les quartiers identifiés QPV mais également tous les quartiers ayant des caractéristiques proches des QPV en termes de peuplement, de niveau de ressources et de fonctionnement au quotidien. A ce titre, il est prévu de déployer 4 gardiens sur le quartier Montmarin-Rêpes et 2 gardiens sur celui du Grand Grésil. Les immeubles Coubertin et Kennedy-Gerlingen seront également dotés d'un gardien.

Les missions de gardiennage comprennent les opérations de répurgation, de médiation et la gestion des troubles de voisinage (1<sup>er</sup> niveau) ainsi que la réalisation des petits travaux d'entretien sur les parties communes. La présence de personnel de proximité supplémentaire permettra d'avoir un contact renforcé avec les locataires et de faire remonter les informations relatives à l'état des bâtiments.

En parallèle, le nettoyage des montées d'escalier, laissé en grande partie aux locataires, sera réaffecté à nos agents de propreté ou à des sociétés de nettoyage. L'objectif est de renforcer le niveau d'entretien de ces parties communes. Ces tâches sont imparfaitement réalisées par des locataires, plus demandeurs aujourd'hui d'un service clé en main.



## La Banque des Territoires

Pour cette nouvelle génération de Contrats de ville, Engagements Quartiers 2030, la Banque des Territoires accompagne les collectivités pour mettre en œuvre leurs projets de territoire dans les quartiers prioritaires de la Politique de la ville, et plus particulièrement autour de deux priorités stratégiques, la **transformation écologique** et la **cohésion sociale et territoriale**, en vue :

- **D'accélérer le verdissement des quartiers** : atténuation du changement climatique (rénovation thermique des bâtiments, et notamment les écoles, déploiement de réseaux de chaleur, décarbonation de la mobilité, etc.) et adaptation des quartiers au changement climatique (renforcement de la nature en ville, lutte contre les îlots de chaleur, aménagements urbains...),
- **De favoriser l'investissement** dans les projets renforçant le développement économique, l'attractivité des quartiers et les équipements nécessaires aux habitants,
- **De soutenir l'entrepreneuriat** via le programme « Entrepreneuriat Quartiers 2030 » porté par Bpifrance.

Pour ce faire, la Banque des Territoires déploie son offre globale, mais aussi des programmes ou interventions dédiées, prévus notamment dans le cadre de la Convention d'objectifs signée avec l'Etat relative aux quartiers prioritaires de la Politique de la ville. Il s'agit notamment de :

- **Crédits d'ingénierie** pour co-financer l'ingénierie de projets urbains dans le cadre du NPNRU et pour accompagner des projets de développement économique, de cohésion sociale ainsi que des interventions sur l'habitat privé dégradé,
- **Fonds propres pour investir** dans des projets visant au développement de l'attractivité des quartiers et à la cohésion sociale,
- **Prêts de long terme** pour financer les projets dans les quartiers, aux côtés des bailleurs sociaux mais aussi pour la réalisation d'équipements avec les collectivités et avec des porteurs de projet privés.

La Banque des Territoires de la Caisse des Dépôts veillera également à ce que l'ensemble de ses dispositifs de droit commun bénéficient aux quartiers prioritaires de la Politique de la ville (foncières de redynamisation, investissements pour la mobilité durable, France Services ...).

Pour chaque sollicitation financière (prêt, ingénierie, investissement), l'accompagnement de la Caisse des Dépôts sera subordonné aux critères d'éligibilité de son cadre d'intervention ainsi qu'à l'accord préalable de ses organes décisionnels compétents.

### L'Agence Régionale de Santé

Autour des grands enjeux de santé publique (vieillesse, addictions, santé mentale, santé environnement, inégalités sociales et territoriales de santé...) la stratégie régionale définie dans le Projet Régional de Santé (PRS3) vise à renforcer la qualité, la proximité, la gradation de l'offre de santé (prévention, soins et accompagnement médico-social), à améliorer l'état de santé de la population tout en facilitant l'accès et le parcours aux soins de chaque personne recourant au système de santé.

En application du principe d'universalisme proportionné, les contrats de ville participent à la construction des dynamiques territoriales de santé, en lien avec les contrats locaux de santé (CLS) et en articulation avec le PRS3, pour mettre en œuvre des actions au plus près des populations. Ainsi le volet santé du contrat de ville est constitué par le CLS existant, englobant les quartiers prioritaires. Dans ce cas les actions du CLS sont versées au contrat de ville avec possibilité d'ajout d'actions spécifiques aux quartiers prioritaires, si le besoin le justifie.

- Le volet santé du contrat de ville est constitué par le CLS existant, englobant les quartiers prioritaires. Dans ce cas les actions du CLS sont versées au contrat de ville avec possibilité d'ajout d'actions spécifiques aux quartiers prioritaires, si le besoin le justifie.



## La Chambre de Commerce et d'Industrie

La CCI Saône-Doubs a pour mission d'apporter des expertises fortes et différenciées aux porteurs de projet, entrepreneurs, acteurs des territoires et jeunes professionnels de façon à faire vivre et grandir leurs projets. Il s'agit à la fois de répondre à leurs questionnements en matière d'information économique, à leurs besoins d'accompagnement mais également à leurs besoins de développement.

L'un des enjeux de la CCI Saône Doubs est le maintien de la proximité en assurant une présence terrain et en proposant nos expertises au plus proche des demandeurs. L'apport de la CCI au contrat de ville de Vesoul portera sur l'accompagnement des candidats à la création et reprise d'entreprise dans toutes les étapes clés. Cet accompagnement permet aux porteurs de projets de construire un projet viable et rentable et de formaliser un business plan efficace et pertinent vis-à-vis des financeurs.

Cette formalisation se fait en 3 étapes :

- Découvrir. Un entretien découverte est réalisé pour détecter les besoins et une participation à une réunion de sensibilisation en distanciel est proposée,
- Expérimenter avec des ateliers thématiques en ligne, un atelier spécifique sur la Micro-Entreprise, et une formation 5 jours pour entreprendre,
- Structurer, financer et démarrer. Les conseillers experts rencontrés lors de rendez-vous individuels répondent aux besoins du porteur de projet sur toutes les phases du projet : réglementaire, étude de marché, stratégie commerciale, numérique, prévisionnel à 3 ans, forme juridique et formalités à l'immatriculation.

A noter que cet accompagnement se poursuit au-delà de la création ou reprise auprès des jeunes entreprises de moins de 3 ans. La proximité géographique de notre antenne de Vesoul, proche des quartiers des Repes-Montamarin, facilite l'accès à nos services.



### Chambre des Métiers et de l'Artisanat

Grâce à son expertise, sa connaissance du tissu économique et sa proximité avec l'ensemble des entreprises, la CMA BFC conduit des actions en matière économique pour contribuer activement :

- Au développement économique, à l'attractivité et à l'aménagement du territoire régional et infra,
- A l'accompagnement des entreprises face aux défis qu'elles doivent en permanence relever,
- Ainsi qu'à l'accompagnement des porteurs de projets et des jeunes entreprises.

Dans un contexte de crise successive et de mutation, les entreprises doivent s'adapter pour rester compétitive et se développer.

La CMA BFC est un établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle de l'Etat. Elle représente les intérêts généraux de l'artisanat et participe activement à l'attractivité du territoire par ses missions et ses actions. Elle est un acteur incontournable du développement économique des entreprises de proximité. Ainsi, la CMA BFC sensibilise, prépare et accompagne les chefs d'entreprises et futurs chefs d'entreprises dans les évolutions qui s'imposent à eux et redessinent sans cesse l'environnement économique et sociétal au sein duquel ils évoluent : nouveaux modes de consommation et de distribution, transformation digitale, transition écologique, performance énergétique, raréfaction des ressources, nouvelles réglementations...

Afin de leur permettre de faire face à ces enjeux et répondre efficacement à leurs besoins, la CMA BFC a élaboré au bénéfice des porteurs de projets et entreprises une offre de service structurée, enrichie et adaptée, autour de plusieurs thématiques clés : financement, développement commercial, compétitivité, formation, transformation numérique, développement durable, création/reprise - cession/transmission.

Elle est également un acteur majeur de l'apprentissage sur la Région BFC avec plus de 2600 apprentis formés. Engagée au cœur des dynamiques entrepreneuriales et territoriales, la CMA BFC met à disposition des entreprises locales ses compétences et expertises ainsi que celles de ses partenaires : banques, assurances, DDFIP, experts comptables, avocats, URSSAF, SASTI, organisations professionnelles... De ce constat partagé la CMA BFC s'engage à élaborer et mettre en œuvre des programmes d'accompagnements au développement économique adaptés aux enjeux des territoires et de leurs entreprises.

## VIII) La gouvernance & le pilotage

La gouvernance du contrat de ville est assurée conjointement par l'Etat (Monsieur le Préfet) et La Communauté d'Agglomération de Vesoul (Monsieur le Président) afin :

- D'impulser et soutenir la dynamique amorcée dès l'élaboration du contrat,
- De veiller à la concrétisation des orientations définies par l'instauration d'actions dédiées,
- De réaliser les ajustements éventuels et mobiliser dans la durée les partenaires et les signataires.

Différentes instances et espaces seront institués :

### 1) Un comité de pilotage (COPIL)

Instance de décision et d'orientation, COPIL assure la mise en œuvre et l'évaluation du Contrat de ville. Présidé par Monsieur le Préfet et Monsieur le Président de Vesoul Agglomération, il réunit :

- Les partenaires signataires,
- Les structures ou personnes pouvant éclairer les décisions du comité de pilotage par leur expertise, leur expérience ou les actions qu'elles mènent dans le cadre du Contrat de Ville
- Le Conseil citoyen ou de toutes instances de participation citoyenne créée sur le quartier Rêpes - Montmarin - Grand Grésil,

Le comité de pilotage est une instance de débats et de discussions dont le rôle est de :

- S'assurer du bon déroulement du Contrat de Ville et des dispositifs associés,
- Entendre les évaluations,
- Valider toute modification ou correctif nécessaire au bon fonctionnement du Contrat de Ville,
- Valider les propositions d'évolution des orientations stratégiques.

Le COPIL se réunira au minimum une fois par an au début de l'année civile. Il étudiera le bilan des actions structurantes engagées et procédera aux ajustements et priorisations à opérer pour l'année suivante. Une réunion préparatoire spécifique regroupant les techniciens des instances signataires du Contrat de Ville et les financeurs se tiendra en amont du COPIL et suite aux COTECH afin d'élaborer un bilan des actions de l'année écoulée.

## 2) Des comités techniques thématiques (COTECH)

Les travaux du COPIL sont préparés par des comités techniques thématiques (COTECH) pilotés par les représentants du Préfet et du Président de l'Agglomération de Vesoul.

Les COTECH traitent des 3 thématiques définies par l'Etat et la collectivité :

- Jeunesse et parentalité,
- Transitions, urbanisme et qualité de vie,
- Insertion et emploi,

Ils ont pour vocation de :

- Réunir périodiquement les partenaires référents de chacune des 3 thématiques,
- Construire des trames d'évaluation en fixant notamment des critères et indicateurs de suivi,
- S'assurer de l'efficacité des dispositifs et actions issus du Contrat de Ville et de l'appel à projets annuel (notamment l'analyse des différentes actions déployées),
- De permettre les échanges sur les dynamiques et les transformations sociales en cours,
- Avoir une vision à moyen et long terme des dispositifs,
- De préparer les réunions du comité de pilotage.

Ils se réuniront au minimum chacun une fois par an, en amont du COPIL, sous forme de demi-journées.



## 3) Des instances de participation citoyenne

La loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine pose le principe de co-construction avec les habitants, experts d'usage, comme principe fondateur et axe d'intervention majeur de la politique de la ville.

La participation a quatre finalités pour les habitants :

- Échanger des informations entre usagers des quartiers, élus et bailleurs,
- Défendre des intérêts collectifs et améliorer les projets,
- Favoriser l'interconnaissance des acteurs de la vie des quartiers et la co-construction,
- Participer aux projets de leur territoire.

Elle doit permettre le débat, la contre-expertise, l'animation de la vie locale. Cela concerne le Conseil Citoyen institué par la loi mais également d'autres formes de participations citoyennes. Il convient de veiller à la « place » de chaque forme de participation citoyenne. Les enjeux portent sur le soutien de l'ingénierie des instances de participation, leur reconnaissance et la valorisation de leur bénévolat.

Sur l'agglomération de Vesoul, une expérimentation sera initiée pour repenser la place et le rôle d'une instance participative (ou au moins contributrice) à la gouvernance du contrat de ville en s'appuyant notamment sur un conseil des usagers du centre social espace Villon qui traitera :

- Des transformations du quartier,
- Des services proposés,
- Du rôle des habitants dans l'élaboration de la politique publique,

L'instance qui sera désignée devra se doter d'une feuille de route claire et suffisamment dimensionnée et ambitieuse.

Par ailleurs, la circulaire du 4 janvier 2024, précise qu'un temps d'échange entre les partenaires, une délégation des habitants mobilisés et accompagnés par des acteurs de proximité à l'échelle du contrat de ville devra être organisé. Il permettra de « donner à voir » ce qui est mis en œuvre chaque année, de partager les bilans et les informations ainsi que de collecter les avis et les contributions de chacun sous un format participatif et accessible à tous.

Ces éléments d'analyse seront transmis au Comité de pilotage afin de procéder aux ajustements nécessaires. Il permettra en outre de favoriser l'émergence de projets répondant aux problématiques des habitants.

## IX) Les moyens

### 1) Des Conventions Pluriannuelles d'Objectifs (CPO) pour pérenniser les actions des structures associatives

Les associations jouent un rôle majeur, aux côtés des partenaires institutionnels dans la mise en œuvre du **Contrat de Ville**.

Elles sont en effet :

- Porteuses de nombreux savoir-faire thématiques ou généralistes,
- Porteuses d'une connaissance du quartier Rêpes - Montmarin - Grand Grésil et de leurs habitants,
- Porteuses d'actions au sein du QPV,
- Bénéficiaires de subventions soit dans le cadre du contrat de ville (appel à projets) soit dans le cadre de subventions dites de droit commun.

Elles sont par ailleurs soumises à des obligations telles que :

- Le respect des valeurs de la République, de la laïcité, de la promotion de l'égalité femmes/hommes et de la lutte contre les discriminations,
- L'adhésion aux objectifs et principes d'action du contrat de ville.

L'Etat s'est fixé un objectif de 50 % des conventions signées sous la forme de Conventions Pluriannuelles d'Objectifs (CPO) pour les projets les plus structurants et pour le fonctionnement de certaines associations. Ces CPO permettront aux porteurs d'avoir plus de visibilité dans la durée. Vesoul Agglomération s'inscrit également dans cet objectif (non chiffré) de CPO pour les projets les plus structurants à partir de 2025 suite au bilan établi par le COPIL relatif aux actions menées en 2024.



## 2) Un appel à projets annuel

Un appel à projets annuel est conservé dans la lignée des appels à projets proposés depuis la signature du précédent contrat de ville en 2015.

Les partenaires institutionnels s'engagent à tout mettre en œuvre afin d'harmoniser leurs financements et de faire converger leurs calendriers décisionnels pour que les porteurs de projets puissent disposer d'un budget consolidé le plus tôt possible et démarrer leurs actions. Suite à la réunion des COTECH puis du COPIL, une présentation des orientations et des modalités de participation de l'année N-1 sera effectuée au début de l'année N.

L'appel à projets n'est pas le seul accompagnement financier des initiatives locales qui doivent s'inscrire le plus possible dans les financements de droit commun.

## 3) La Gestion Urbaine et Sociale de Proximité et l'abattement TFPB

La Gestion Urbaine et Sociale de Proximité est une démarche d'intervention partenariale à la fois coordonnée et partagée, entre ceux qui habitent la ville et les institutions qui ont la responsabilité de sa gestion au quotidien. Elle vise à améliorer la qualité de vie quotidienne des habitants, en répondant aux problèmes courants liés à l'habitat et au cadre de vie et aux objectifs fixés par l'Etat et la collectivité dans le cadre du Contrat de Ville.

Les conventions Gestion Urbaine et Sociale de Proximité et les conventions d'utilisation de l'abattement de Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties seront débattues entre l'État, l'Agglomération de Vesoul et les bailleurs sociaux avant le 31 décembre de l'année N pour être signées au premier semestre de l'année N+1.

Pour ce faire, un bilan précis des actions menées sera fourni par les bailleurs ainsi qu'une programmation pluriannuelle prévisionnelle des interventions, notamment pour celles ayant trait au patrimoine.



## X) L'évaluation

Pour le contrat de ville « Engagements Quartiers 2030 » de l'Agglomération de Vesoul, les principales questions évaluatives guideront les échanges et la production d'un protocole intégrant des indicateurs de suivis. Ce protocole sera établi au sein des commissions thématiques et déterminera les questions évaluatives à retenir parmi celles présentées ci-dessous :

- Assurer l'égalité entre les territoires,
- Réduire les inégalités territoriales entre les QPV et leurs aires urbaines,
- Réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines,
- Améliorer les conditions de vie de leurs habitants,
- La gouvernance des dispositifs.

Les questions évaluatives peuvent être également classées par thèmes et familles de critères :

Thème	Familles de critères	Questions évaluatives
Evaluation des transformations socio-territoriales	La cohérence des objectifs, des moyens et des actions	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Les différents objectifs du contrat de ville sont-ils suffisamment complémentaires ?</li> <li>– Les moyens additionnels de la politique de la ville sont-ils jugés comme étant complémentaires des moyens de droit commun ?</li> <li>– Les actions déployées et les dynamiques des acteurs sont-elles jugées complémentaires (sur les publics, les partenariats, les lieux investis, etc.) ?</li> </ul>
	La pertinence et l'adaptation au contexte	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Dans quelle mesure les enjeux et les objectifs stratégiques inscrits au Contrat de Ville sont-ils toujours pertinents ? D'autres problématiques ont-elles émergé ou certaines se sont-elles manifestées de façon différente depuis la signature du contrat ?</li> <li>– Les orientations des projets de quartier se révèlent-elles en phase avec les besoins des habitants et des acteurs ?</li> </ul>
	L'effectivité	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Les politiques de droit commun se sont-elles déployées de manière spécifique ?</li> <li>– Les actions programmées au titre du Contrat de Ville ont-elles été mises en œuvre ? Quels sont les leviers de réussite des actions ? À quoi est imputable la non-réalisation de certaines actions (manque de moyens, de mobilisation des acteurs ou de données pour mettre en œuvre une action, etc.) ?</li> </ul>
	Les impacts sociaux <sup>1</sup>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Dans quelle mesure le contexte intercommunal a-t-il changé depuis la signature du Contrat de Ville (en comparaison avec le niveau régional et départemental) ? En quoi ces évolutions ont-elles eu un impact sur les quartiers prioritaires ?</li> <li>– Pour chaque entrée thématique observe-t-on des transformations significatives de la réalité ?</li> </ul>

<sup>1</sup> Bien que ne relevant pas uniquement des moyens de la politique de la ville, cette question évaluative, difficilement évaluable, présente l'avantage d'inscrire l'observation des quartiers dans la démarche évaluative en continue.

<b>Evaluation de la gouvernance, du pilotage et de l'animation</b>	Efficacité de la gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Dans quelle mesure les instances se sont-elles réunies régulièrement et ont-elles permis d'arbitrer sur des problématiques rencontrées dans la mise en œuvre des actions du contrat ?</li> <li>– Quel est le degré de participation des partenaires signataires du contrat de ville à la suite de la signature du contrat ?</li> <li>– Comment sont articulés le portage technique et le portage politique du contrat ?</li> </ul>
	Efficacité du pilotage intercommunal	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Les niveaux de la concertation et de la prise de décision stratégique ont-ils évolué pour plus de réactivité et d'intégration des parties prenantes ?</li> <li>– Le Contrat de Ville produit-il une meilleure coordination générale de l'ensemble des acteurs concernés ? Gagne-t-on en lisibilité sur les acteurs et le périmètre de chacun ? Se développe-t-il une culture de la transversalité ?</li> <li>– Les outils de pilotage ont-ils été adaptés aux entrées par quartier ?</li> </ul>
	Efficacité de l'animation	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Une animation du réseau d'acteurs a-t-elle été installée ? A-t-elle produit une meilleure interconnaissance des acteurs et une meilleure coordination générale ?</li> </ul>
	Autres impacts	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Comment ont été pris en compte les enjeux prioritaires transversaux des Contrats de Ville : l'égalité femmes/hommes, la prévention et la lutte contre les discriminations, etc. ? En quoi ces enjeux ont-ils fait l'objet d'actions spécifiques dans le Contrat de Ville ?</li> </ul>




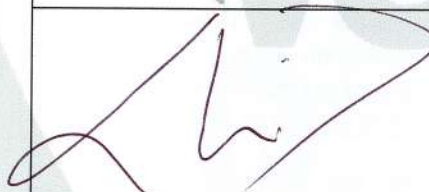


L'évaluation sera fondée sur les temporalités suivantes :

- Une évaluation en continu : les retours des partenaires, acteurs et habitants seront sollicités très régulièrement afin de vérifier la pertinence des dispositifs mis en place et d'envisager d'éventuelles modifications,
- Une évaluation à mi-parcours en 2026-2027,
- Une évaluation finale en 2030.

Par ailleurs, dans le cadre des appels à projet annuels « Politique de la Ville » la Communauté d'Agglomération de Vesoul s'inscrira dans la démarche départementale visant à évaluer chacune des actions de manière précise et détaillée, notamment d'un point de vue financier. Ce compte-rendu à produire par les bénéficiaires se compose de 3 volets :

- Un bilan qualitatif de l'action réalisée,
- Un tableau de données chiffrées,
- Une annexe explicative relative aux données chiffrées.



L'Etat	La Communauté d'Agglomération de Vesoul	La commune de Vesoul
		
Monsieur le Préfet	Monsieur le Président	Monsieur le Maire
Habitat 70	Le Département de Haute- Saône	La Région Bourgogne- Franche-Comté
		
Monsieur le Président	Monsieur le Président	Madame la Présidente
La Caisse d'Allocations Familiales de Haute-Saône	La Banque des Territoires	L'Education Nationale
		
Monsieur le Directeur	Monsieur le Directeur Territorial	L'inspecteur d'académie
La Chambre de Commerce et d'Industrie Saône- Doubs	La Chambre des Métiers et de l'Artisanat Bourgogne- Franche-Comté	France Travail
		
Monsieur le Président	Monsieur Le Président	Madame la Directrice
L'Agence Régionale de Santé		
		
p/o Monsieur le Directeur		

24 JUIN 2024





Vesoul  
agglo

The logo for Vesoul Agglo features the name in a sans-serif font. 'Vesoul' is in teal, and 'agglo' is in purple. The letter 'l' in 'agglo' is orange. Above the text are three curved, leaf-like shapes in orange, teal, and purple. The background is white with three large, sweeping curved lines in teal, purple, and orange at the bottom right.



# Vesoul agglo



Vesoul.fr

CONTRAT DE VILLE DE L'AGGLOMÉRATION DE VESOUL

## QUARTIER RÊPES-MONTMARIN-GRAND GRÉSIL

VESOUL 2024 / 2030



PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
SAÔNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*